

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél. : 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

VENDREDI
30 AVRIL
SAMEDI 1^{er} MAI 1976

● A Lisbonne, c'est forts de la victoire de leurs partis aux récentes élections que des centaines de milliers de travailleuses et travailleurs s'apprêtent à manifester dans l'unité. A Rome, le gouvernement Moro sera sans doute tombé au moment où s'ébranleront les cortèges partis ouvriers, des syndicats et des organisations révolutionnaires. A Madrid, à Pamplune, malgré les interdictions, toutes les organisations ouvrières et révolutionnaires appellent à faire de ce 1^{er} mai une journée d'assaut contre la dictature.

Les travailleurs d'Europe du Sud, par leurs mobilisations toujours plus déterminées, ont déclenché une crise sans précédent de la domination politique d'une bourgeoisie déjà profondément minée par la récession économique généralisée. La crise de tous les rapports sociaux bourgeois dans ces pays a atteint un niveau que la question du pouvoir politique y est posée.

Mais ces assauts contre la domination d'un système qui a fait faillite ne se déroulent pas dans une Europe calme où la classe ouvrière marquerait le pas. Non, malgré le chômage massif et l'inflation galopante, la bourgeoisie n'a pas réussi à briser les luttes qui se développent partout sous les mêmes formes : grève avec occupation d'usine, grève actives, et autour des mêmes mots d'ordres : réduction du temps de travail, non au blocage des salaires, échelle mobile.

C'est sous le signe de l'Europe des travailleurs en marche contre l'Europe des patrons qu'est ce 1^{er} mai 1976. Mais en ce jour de solidarité internationale de la classe ouvrière, les travailleurs d'Europe en lutte manifesteront aussi pour tous leurs frères qui, frappés par la répression, ne peuvent se joindre à eux : les prisonniers des geôles franquistes qui continuent dans leurs cellules le combat contre la dictature en Espagne ; les milliers de travailleurs enfermés dans les geôles d'Indira Gandhi en Inde et de Mme Bandaranaike à Ceylan ; les travailleurs chiliens parqués dans les camps de concentrations du sinistre Pinochet ; les travailleurs argentins qui luttent héroïquement contre la junte militaire de Videla.

Les travailleurs de toute l'Europe qui ne se sont pas laissés démobiliser par le chômage massif, les travailleurs d'Espagne, du Portugal et d'Italie qui sont à la pointe du combat pour mettre fin à ce système d'exploitation sauront maintenir haut levé le drapeau rouge de l'internationalisme prolétarien.

Anna Libera

1^{er} MAI, L'ESPOIR DES TRAVAILLEURS

● **ESPAGNE** Malgré l'interdiction,
les travailleurs dans la rue

● **PORTUGAL** Un nouveau départ

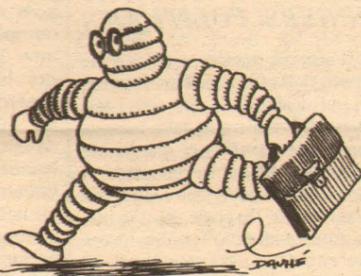
● **ITALIE** Les travailleurs fêteront la chute
de la Démocratie Chrétienne

● **FRANCE** Contre le gouvernement
Giscard-Chirac

TOUS ENSEMBLE AUX MANIFESTATIONS

A Paris, 15 H, Bastille

**SAUVE
QUI PNEU**



Moments d'émotion pour François Michelin, hier à Clermont-Ferrand. 200 travailleurs en lutte bloquaient les issues d'un bâtiment de Ladoux (centre d'essai) ou F. Michelin se réunissait avec son état-major. Ils occupaient un bureau et alertaient aussitôt par téléphone toutes les usines du coin et en particulier celle des Carmes où était l'Intersyndicale. Un appel à VB entraînait l'arrivée de trois cents autres travailleurs. Michelin parvenait à sa voiture qui était elle aussi bloquée par les ouvriers massés autour. Bloqué deux heures et demie, il manifesta le plus grand mépris pour les revendications des travailleurs. Une nouvelle tentative de sortie en force de Michelin, aidé par quelques cadres, se traduisait par des cavalcades effrénées dans les couloirs. Finalement, F. Michelin parvenait à s'enfuir à travers champs.

OCCITANIE

ILS ETAIENT

100.000

Lire page 7

4^{ème} journée du procès d'Amiens

**PIERRE GOLDMAN CONTINUE
A MARQUER DES POINTS**

*Les thèses de l'accusation
ne résistent pas à l'examen*

Lire page 12

LIBAN

Prise dans le jeu constitutionnel

LA GAUCHE SOUTIENDRA UN CANDIDAT BOURGEOIS

L'élection d'un nouveau président de la République devrait intervenir dès ce samedi. Près de vingt candidats sont en liste. Parmi les « favoris » figurent Raymond Eddé, chrétien maronite modéré soutenu par la gauche, et Elias Sarkis, président de la Banque du Liban, soutenu par le premier ministre Rachid Karamé et les Phalanges de Pierre Gémayel. Cette situation où aucun candidat ne fait l'unanimité compromet gravement tout retour au calme. La trêve militaire dure jusqu'à la fin du mois. Le chantage à l'embarquement n'en est que plus fort.

La gauche demande le report du scrutin. Elle affirme que : « cette élection se déroulerait dans un climat de pressions et d'ingérence ». Elle ajoute que « les activités politiques akqlas visenuminixk l'impoce des pu progressistes libanais dans le but d'assurer l'élection d'un candidat bien défini ».

R. Brestar

ISRAEL

LIBERTE POUR MUSTAPHA EL KURD

Mustapha El Kurd vient d'être condamné à trois mois de détention administrative par un officier des forces d'occupation israéliennes. Arrêté déjà il y a plusieurs mois pour avoir participé à des manifestations illégales, il devait être relâché plusieurs jours plus tard. Il y a plus d'un mois El Kurd était à nouveau arrêté, soupçonné cette fois de faire partie du Fatah. Après avoir fait par deux fois prolonger son mandat d'arrêt de 15 jours par le tribunal, l'enquête soit-disant pas terminée, mais incapable d'amener une quelconque preuve de sa culpabilité, les forces d'occupation ont eu recours à la détention administrative. En effet, celle-ci ne nécessite pas de passer devant les tribunaux ni militaires ni civils qui exigent encore un minimum de garantie judiciaire. Un simple officier désigné par le chef d'état-major peut signer un mandat de détention administrative qui peut être

prolongé indéfiniment. Ceci est utilisé contre les suspects que les forces de sécurité n'ont pas réussi à faire « avouer ». Mustapha ne signe aucun aveu et aucune autre preuve n'a pu être amenée contre lui ; il n'en est que plus dangereux pour les forces sionistes d'occupation.

Membre de la compagnie « la boîte magique » El Kurd représente le porte-voix du refus de la population palestinienne de l'occupation israélienne. Ses disques sont très appréciés par la population palestinienne, y compris au sein d'Israël. Ils l'ont évidemment moins par les autorités sionistes pour qui il fallait à tout prix faire taire Mustapha El Kurd.

Une campagne doit se développer pour la libération immédiate de Mustapha El Kurd. Des télégrammes exigeant sa libération doivent être envoyés au ministre de la défense Simon

Kissinger en Afrique

L'ARC EN CIEL DE LA DIPLOMATIE US

Henry Kissinger prolonge d'une journée son escale au Zaïre ; ses prochaines étapes doivent être le Sénégal et le Kenya. Journée difficile durant laquelle il tente de résorber le passif des Etats Unis à l'égard de l'Afrique et de définir les nouvelles lignes de force de la diplomatie US.

Kissinger n'ira pas au Ghana. Des risques de manifestations à Accra motiveraient la décision de ce pays. Une attitude qui serait selon le département d'Etat américain le fruit de pressions soviétiques. C'est le troisième échec du voyage. Dans le cas du Nigeria et de la Côte-d'Ivoire il semble que, ces deux pays aient voulu éviter de montrer leur attitude trop pro-occidentale face aux pays africains progressistes. Pour se consoler Kissinger s'est donc rabattu sur le Zaïre dont le régime affaibli par sa triste aventure angolaise, la crise du cuivre et ses difficultés sociales et politiques (Cf. Rouge n° 38) a reçu à bras ouvert le grand protecteur. Les résultats de sa rencontre avec Mobutu sont d'ailleurs à la mesure des besoins de ce point fort de la présence américaine en Afrique. Il lui a été concédé une aide de 5 millions de dollars destinés à financer l'achat de coton américain. Une somme à

traction, bien entendu made in USA.

Les oncles Tom de Ian Smith

Parlant de la Rhodésie, le « prix nobel » n'a pas manqué de formules excessives. Il a affirmé par exemple « l'opposition implacable » des Etats-Unis au régime minoritaire blanc. Un discours tellement artificiel qu'il fit dire au président Kaunda (Zambie) lequel croyait sans doute lui faire plaisir : « Nous étions émus, nous ne pouvions pas croire que ces paroles étaient celles d'un secrétaire d'Etat de Washington ». Il apparaît au fil du voyage que les Etats Unis aient décidé de « mettre le paquet » pour obliger les racistes de Salisbury à accepter le plan de transition élaboré par Londres. Un plan qui prévoit l'accession de la majorité noire au pouvoir, sous l'expression d'hommes pro-occidentaux comme le leader modéré de l'ANC, Joshua Nkhomo, qui s'est d'ailleurs entretenu avec Kissinger en Tanzanie. Un plan s'accordant mal de la dernière mascarade de Ian Smith qui a fait accéder dix chefs coutumiers (déjà au Sénat) au gouvernement. Des oncles Tom dont les fonctions seraient de prendre en charge les problèmes de développement dans les zones réservées aux noirs. Nul doute que l'Afrique du Sud n'est pas étrangère à cette vieille idée.

Quels trophées pour ce safari ?

« Les américains ont trouvé plus facile d'envoyer un homme sur la lune que d'explorer les conflits tumultueux du continent africain » constate dès lors le Daily Mail qui juge ce voyage comme « une tentative gauche pour rétablir la position des Etats-Unis en Afrique ». L'appréciation mitigée que l'on peut faire de ce safari ne doit pas en revanche masquer quels succès réels plus discrets les Etats Unis peuvent en recueillir. La bataille « pour un nouvel ordre économique mondial » menée depuis quelques mois par les pays producteurs de pétrole et les pays africains producteurs de matière première ouvre en effet des possibilités économiques nouvelles sur ce continent pour les USA. De nouvelles relations commerciales sont en jeu qui donnent cours à un complexe chassé-croisé d'intérêts inter-impérialistes. Marchandages qui feront l'objet de la prochaine assemblée de l'UNCTAD (conférence de l'ONU sur le commerce et le développement) qui se tiendra à Nairobi (Kenya) à partir du 5 mai, devant laquelle Kissinger prononcera un laïus. Si pour des pays comme le « groupe des 77 » il s'agit de négocier avec les pays européens un pourcentage plus élevé aux bénéfices et une participation de ces derniers à des plans d'industrialisation et de financements, il y a également de leur part volonté de diversifier et d'identifier leurs rapports économiques. Une connivence dans laquelle bourgeoisies impérialistes et gouvernements néo-coloniaux peuvent trouver leurs comptes. Une assemblée dans laquelle, de toute évidence, sa tactique de Kissinger sera de créer une division visant à sceller une alliance de certains de ces pays avec les pays occidentaux suivant un « plan de coopération » en cours d'élaboration à Washington.

F. Tenaille

aux quatre coins du monde

ILS SONT FOUS CES RICAINS..!

La plus grande démocratie du monde atteint son bicentenaire sans avoir éliminé certaines entraves légales aux libertés individuelles. Certaines sont, pour le moins, assez curieuses.

Dans la Dakota du Sud, la loi punit toute femme de 80 ans qui adresse la parole à un jeune homme améri dans la rue.

Dans le Wyoming, il est interdit de prendre des photos d'un lapin pendant les quatre premiers mois de l'année, sans permis officiel.

A Hawaï, une sévère amende est imposée à toute personne qui pend des pennies à ses oreilles.

Les lois de Californie, de l'Idaho, du Dakota du nord et de l'Oklahoma punissent la chasse aux oiseaux dans les cimetières.

Le port d'un pantalon est obligatoire pour tout homme qui entre dans la ville de Phoenix en Arizona.

Enfin dans le Kentucky, il est illégal de se marier avec la grand-mère de son épouse.

LA CGT SOUTIEN LE FRONT POLISARIO

La CGT vient de rencontrer le Front Polisario à Alger. Celui-ci a informé la CGT des livraisons d'armes importantes et accélérées de matériel militaire par le gouvernement français au Maroc et à la Mauritanie.

Pour sa part, la CGT « condamne avec force les tentatives d'annexion et de partage du territoire sahraoui entre la monarchie marocaine et la mauritanie ».

Elle a également réaffirmé le soutien des travailleurs français à la juste lutte que mène le peuple sahraoui sous la conduite du Front Polisario.

COMITE DES MATHÉMATIENS
COMITE CONTRE LES HOPITAUX
PSYCHIATRIQUES SPECIAUX EN URSS

POUR LA LIBÉRATION DE



Vladimir BOUKOVSKI

Semion GLOUZMAN

AVRIL 1976
Prix : 4 F



EN VENTE
A LA LIBRAIRIE ROUGE
10, impasse Guéménée Paris 75004

Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque

ARGENTINE

DES MILLIERS DE PRISONNIERS POLITIQUES

DECLARATION DE L'ASSOCIATION DES PARENTS DE PRISONNIERS POLITIQUES

La liste des personnes emprisonnées depuis le coup d'Etat, n'a pas été publiée. Seule l'a été celle des ex-fonctionnaires du gouvernement. Malgré l'image « pour l'exportation » que tente de se donner la Junta, il y a des milliers de prisonniers politiques et syndicaux. Malgré les déclarations de la Junta contre l'extrémisme « de quelque bord qu'il soit », tous les jours des cadavres criblés de balles de militants et d'activistes ouvriers et populaires commencent à apparaître.

On sait que tous les organismes syndicaux et toute activité syndicale ont été supprimés. On confectionne des listes pour arrêter sur les lieux de travail activistes et travailleurs « suspects ». On est en train de mettre en place un plan de licenciement massifs qui prévoit le licenciement de 350.000 personnes et dont l'application a déjà commencé dans les usines (Rigolleau, un des monopoles du verre a licencié tout son personnel) et dans l'administration publique et l'enseignement. Dans ces deux cas en violation des règles sur la stabilité de l'emploi. A la Banque de la province

de Buenos-Aires, une liste du personnel licencié a été publiée. Le personnel, appliquant la consigne « tous ou personnes » a réussi à pénétrer en totalité dans l'immeuble de la Banque. Il a été chassé par des effectifs militaires. A l'Agence officielle de presse TELAM, l'intervention militaire a conduit au licenciement de 450 travailleurs, et parmi eux des délégués et activistes. Au Canal 13 de télévision, il y a eu 45 licenciés. A l'institut national de santé, les troupes ont investi l'hôpital et on arrêté près de 100 factionnaires, parmi lesquels du personnel médical et technique. Les personnes arrêtées ont été conduites à la « Superintendance de sécurité fédérale » et à la prison de Villa Devoto. Une opération a été lancée contre les cadres et les employés de l'hôpital Pineiro avec des perquisitions simultanées des domiciles et des lieux de travail.

A « Propulsora Siderurgica », un détachement militaire a arrêté et en-capuchonné des délégués et des activistes, sans qu'on sache où ils ont été emmenés. A « Mercedes Benz Argen-

tine », les Forces armées ont exigé le licenciement de la Commission interne, du corps de délégués et des activistes. L'entreprise fit valoir que cette mesure déclencherait des conflits et une baisse de la production, ce qui fit reporter son application. A Peugeot, deux délégués ont été arrêtés à la porte de l'usine. Dans les zones industrielles, des forces militaires circulent avec des listes de personnes considérées comme activistes, politiques ou syndicaux. Les arrestations continuelles provoquent de vives tensions dans la population.

A Cordoba, la répression est totale et il y a plus de mille détenus. Ceux qui sont considérés comme membres d'organisations de lutte armée sont fusillés sur le champ, sans même être traduits devant les conseils de guerre qui avaient été annoncés. C'est le cas de nombreuses personnes qu'on présente comme ayant été tuées dans des affrontements. C'est ainsi qu'entre le 3 et le 5 avril, 25 cadavres ont été découverts, dans un état tel que leur identification est impossible.



ajouter aux 23 millions déjà avancés pour l'achat de riz et aux 20 millions accordés à la Gecamines (Générale des carrières et des mines) par la Banque américaine d'import-export pour l'achat de matériel d'ex-

PORTUGAL

1^{er} MAI A LISBONNE LE CHEMIN CAHOTEUX DE L'UNITE

De notre envoyé spécial, Lisbonne, le 29 avril,

Pour commémorer le 1er mai, l'ensemble des travailleurs portugais a retrouvé les chemins, parfois difficiles, de l'unité.

Le 1er mai 1974 avait été une manifestation grandiose de la force du mouvement ouvrier portugais, malgré 48 ans de fascisme. Le rassemblement de près d'un million de manifestants, mêlant socialistes, communistes, révolutionnaires et sans parti, avait définitivement réduit à néant l'espoir spinoliste de marginaliser les partis ouvriers majoritaires.

Mais le 1er mai 1975 fut tout autre, prologue des affrontements entre le PS et le PCP qui devaient culminer à l'été et à l'automne. Des militants du PCP interdisaient à coups de poing l'entrée du cortège du PS dans le stade où devait se tenir le rassemblement.

Cette année, après la victoire électorale de la gauche dimanche dernier, c'est dans l'unité que les travailleurs portugais vont fêter leur 1er mai. Dans toutes les capitales de district, les manifestations

organisées par les syndicats seront unitaires et regrouperont aussi bien les organisations affiliées à l'Intersyndicale que les syndicats non affiliés.

Certains syndicats dirigés par des militants du PS avaient posé des conditions pour leur participation au 1er mai: la semaine dernière, le syndicat des banques de Lisbonne exigeait, pour participer au 1er mai que la direction de l'Intersyndicale s'engage à réunir un

congrès démocratique de tous les syndicats, affiliés ou non à l'Intersyndicale. Ce syndicat, dominé par les militants du Parti socialiste, reprenait ainsi la position défendue lors de la rencontre d'Aveiro le 1er février dernier par les dirigeants syndicalistes du PS. Dans son communiqué, le syndicat des banques exigeait aussi que, pour affirmer l'indépendance de l'organisation syndicale par rapport à l'appareil d'Etat, il n'y ait cette année « aucune représentation de digni-

taires de l'Etat, y compris quelque membre que ce soit du Conseil de la révolution ».

De très nombreux syndicats ont repris ces revendications. Depuis lors, le secrétariat de l'Intersyndicale dominé par le PCP et qui a été élu dans des conditions totalement antidémocratique en juillet 1975 s'est engagé à de nouvelles élections de l'Intersyndicale à de brefs délais.

A Lisbonne, jusqu'au bout, les conversations entre syndicats à direction PS et le secrétariat de l'In-

tersynjve auront échoué, notamment parce que l'Intersyndicale refusait de mettre en place une commission mixte d'organisation du rassemblement regroupant des délégués de l'Intersyndicale et des représentants des syndicats non affiliés. A l'évidence, les dirigeants syndicaux du PCP craignaient que cela ne constitue un précédent pour l'organisation du congrès syndical. Pour conserver un caractère unitaire à cette démonstration toutes les précautions ont été prises; les partis politiques n'y participeront pas en tant que tels, non plus que leurs dirigeants nationaux.

Mais à quelques semaines des élections présidentielles, il est encourageant de noter combien la revendication de l'unité et celle de l'indépendance du mouvement ouvrier face à l'appareil d'Etat est reprise.

Au Portugal, le chemin de l'unité des travailleurs est encore cahoteux. Les manifestations de samedi vont sans doute prendre des allures de grande fête célébrant la victoire de dimanche et peuvent être le point de départ d'une dynamique unitaire difficile mais retrouvée entre communistes et socialistes.

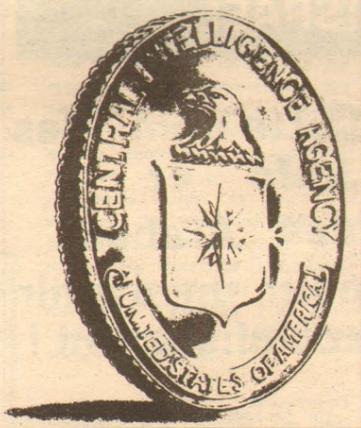
Michel Rovere



Histoire des services de renseignements américains

Julien Tonnac

LE TALON DE FER



LES TEMPS MODERNES (2)

La CIA, héritière de l'OSS est née avec la guerre froide. Son cadre idéologique d'intervention a été tracé par la « doctrine Truman ». Mais elle n'a connu son véritable essor qu'avec le règne des frères Dulles. Pourtant elle contenait déjà en germe ce qui est à l'origine de la crise qu'elle traverse aujourd'hui : une trop grande coïncidence entre intérêts privés et intérêts d'Etat.

« Il s'agit d'un mal international qui réside dans la conception suivante : si vous avez une cause à défendre, vous pouvez utiliser n'importe quel moyen pour faire aboutir cette cause, la fin justifiant les moyens (...) Nous devons nous opposer à une telle conception dans l'ensemble de la communauté internationale, que ce soit au Canada, aux Etats-Unis ou ailleurs (...) Aucune cause ne justifie la violence lorsque le système prévoit le droit de le changer de manière pacifique. » Richard Nixon, le 19 Octobre 1970, à propos du meurtre de Pierre Laporte, Premier ministre québécois.

L'évolution de la guerre froide et sa mutation progressive en politique de coexistence pacifique, les contraintes économiques, le développement de la technologie, rendaient nécessaire une restructuration des services de renseignement, à laquelle s'opposait Allen Dulles. Les services de renseignement de l'Armée, de la Marine et de l'Armée de l'Air s'étaient développés de façon aussi considérable qu'anarchique. Il s'agissait si ce n'est de regrouper, en tout cas de coordonner leur action.

Un tel projet ne pouvait que rencontrer l'hostilité du chef de la CIA, car il aurait irrémédiablement signifié l'affaiblissement de son agence et de son pouvoir personnel. Le fiasco du débarquement de la Baie des Cochons, à Cuba, le 17 avril 1961 allait permettre son éviction.

Sous la pression du MIL-I-C (Military-Industrial-Complex) qui, depuis longtemps, essayait d'opérer cette concentration, Allen Dulles fut remplacé à la tête de la CIA par John Alex Mc Cone (1). Le principal effet de cette nomination fut la création, le 10 août 1961, de la « Defense Intelligence Agency » (DIA), chargée d'estimer le « Le potentiel des forces armées - alliées et adverses - et de coordonner les opérations de renseignement de l'Armée, de la Marine et de l'Armée de l'Air ».

En même temps que la DIA, apparurent les « Special Forces », plus connues sous le nom de « Bêrets Verts », équipés d'un matériel ultra-sophistiqué, capables d'intervenir en n'importe quel point du globe en moins de vingt-quatre heures.

Pour compléter sa panoplie, l'administration Kennedy créa la même année le « Programme d'Assistance pour la Paix » et l'« Alliance pour le Progrès ». Sous le couvert d'assistance technologique, économique et humanitaire ces organismes devinrent très rapidement le « Cheval de Troie » de l'impérialisme américain, instrument privilégié de pénétration des ministères des pays assistés. C'est seulement à partir de 1965, que les services de renseignement prirent leur forme actuelle. L'effort porta principalement sur deux points. D'une part adapter les techniques de renseignement aux innovations liées au programme de la NASA ainsi qu'aux capacités croissantes de l'information et de l'électronique (1). D'autre part, renforcer l'encadrement politique et idéologique des pays assistés en intensifiant la formation des cadres de l'appareil militaire et policier et en développant les capacités d'accueil des écoles militaires US.

D'année en année les services de renseignement américains se développent jusqu'à former un Etat dans l'Etat. Outre le FBI et ses 8 600 agents chargés entre autres missions, de déjouer les activités de renseignement des puissances étrangères sur le territoire national, on ne compte pas moins de six agences bien différenciées, occupant plus de 150 000 personnes et bénéficiant d'un budget annuel total de 6 350 millions de dollars (cf. tableau). Sans parler d'un certain nombre d'agences mineures, utilisant plus de 8 000 agents et 320 millions de dollars de budget !

La tendance à l'autonomisation des agences qui s'étaient clairement manifestée tout au long de la présidence de John F. Kennedy, puis de Lyndon B. Johnson, se renforça avec l'arrivée à la Maison Blanche de Richard Nixon. Chaud partisan d'une concentration des pouvoirs entre les mains de l'exécutif, R. Nixon fit main basse sur l'appareil de renseignement.

Prenant prétexte de la participation d'agents de la CIA au Watergate, la majorité du congrès décida de mettre son nez dans les affaires de la CIA et du FBI. Les premiers résultats ne firent qu'apporter de l'eau à leur moulin : écoutes téléphoniques, ouverture du courrier, enquêtes approfondies sur « des citoyens au dessus de tout soupçon », intoxication de la presse, étaient devenus monnaie courante dans un pays qui se targue d'être le garant des libertés individuelles.

L'échéance électorale de 1976 se rapprochant, les fuites, en passe de devenir une véritable institution, se

Nom de l'agence	nbre d'agents	budget en millions
Central Intelligence Agency	16500	750
Defense Intelligence Agency	5000	150
Army Intelligence	38500	775
Office of Naval Intelligence	10000	775
Air Force Intelligence	56000	2800
National Security Agency	25000	1000

multiplient apportant chaque jour leur lot de révélations. Du jour au lendemain l'Amérique se découvre surveillée, espionnée, écoutée, fichée ... il ne manquait plus que les stades.

La publication du rapport de la commission d'enquête Nelson Rockefeller, reconnaissait que certaines des opérations intérieures de la CIA « avaient un caractère manifestement illégal et constituaient une violation intolérable des droits des citoyens américains » mit fin temporairement à l'escalade.

Mais l'accalmie ne fut que temporaire et les services de renseignement firent à nouveau la Une de la presse américaine. La publication, en novembre 1975, de larges extraits du rapport de la Commission Church, mit le feu au poudre. Après six mois d'investigation l'audition de plus de 100 témoins, l'étude de 11000 pages de dossiers, le rapport affirmait à la face du monde que la CIA avait téléguidé l'assassinat d'une série d'hommes politiques tels que Patrice Lumumba au Congo, Rafael Trujillo en République Dominicaine, Ngo Dinh Diem au Viet-Nam, le général René Schneider au Chili.

Le rapport de la commission Spike se faisait plus précis : selon lui, 32 % des opérations « clandestines » de la CIA, pendant les dix dernières années, avaient pour fonction de saboter des élections dans un pays étranger ; 29 % des plans secrets visaient à manipuler les médias, 23 % des entreprises de la CIA concernaient l'entretien armée secrète, leur équipement et leur formation militaire. Bien que n'étant pas explicitement nommées, ces armées secrètes portent un nom, connu des militants du monde entier : l'Escadron de la mort au Brésil, l'Alliance Anti-Communiste Argentine ...

Mais, et ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres, il n'est nul part question du programme de « contre-terreur » Phoenix, au Viet-Nam, qui se solda par l'extermination physique de plus de 40000 Viennamiens.

(1) Après avoir dirigé la CIA, John Mc Cone entra au conseil d'administration d'ITT (International Telephone and Telegraph Corporation) en 1970. A ce titre il dirige les négociations entre ITT et la CIA en vue d'abattre le gouvernement Allende au Chili. ITT offrit à cet effet, un million de dollars à la CIA.

(2) De 1957 à 1967 les américains lancèrent environ 200 satellites militaires secrets.

Une erreur de montage a rendu incompréhensible la première partie de notre série. voici l'ordre dans lequel paragraphes ont été montés : 3, 4, 5, 6, 7, 8, 1, 2, 9, 10, 11.

PARTOUT DES DRAPEAUX ROUGES

ESPAGNE

DANS LA RUE MALGRE L'INTERDICTION

Alors que plus de 70000 ouvriers du bâtiment sont en grève depuis mercredi, notamment à Madrid, Barcelone, Valence, et Gijon (dans les Asturies) pour protester contre le retard dans la mise en œuvre des nouvelles grilles salariales prévues par le nouvel accord collectif, des documents circulant à Madrid font état d'un appel du Parti communiste espagnol pour plusieurs journées d'action et de revendications à l'occasion du premier mai, pouvant provoquer éventuellement une grève générale.

L'appel, préparé par la section madrilène du PCE demande à tous les ouvriers d'exiger « un syndicat de classe, unique, démocratique et indépendant » et de « refuser la réforme syndicale préparée par le gouvernement ». Il préconise à l'occasion du 1^{er} mai « la plus grande unité d'action avec les autres partis politiques et syndicats en vue de créer un climat favorable à la grève générale. »

Cet appel semble avoir été entendu, puisqu'à Madrid les trois principales organisations syndicales clandestines (Union socialiste ouvrière, Union générale des travailleurs socialistes, Commissions ouvrières) invitent les travailleurs à une « grande concentration pacifique » au Parc de la Casa de Campo, sorte de bois de Vincennes, à l'est de Madrid.

Seul le PSOE (parti socialiste) semble ne pas s'associer à cet appel puisqu'il a annoncé son intention de tenir une réunion dans un cinéma de Madrid sous réserve de l'autorisation gouvernementale.

AFRIQUE

La lutte des peuples pour l'indépendance

Le 1^{er} Mai en Afrique connaîtra un écho plus ou moins grand suivant les pays. Ayant lieu après la victoire du MPLA en Angola avec les conséquences que l'on sait, il sera pour les anciennes colonies portugaises l'occasion d'exalter les vertus de la lutte des peuples pour leur indépendance. La présence des volontaires cubains en Angola peut donner lieu en outre à une réaffirmation de l'internationalisme prolétarien faisant pièce à l'argumentation impérialiste sur l'« ingérence étrangère » dans ce pays. Un premier mai qui soulignera face aux tentatives néo-coloniales et aux régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud le caractère inéluctable d'un processus historique fondée sur les luttes croissantes des ouvriers, des paysans et des étudiants. Un espoir qui fonde la nécessité de la révolution socialiste à l'échelle continentale mais qui ne dissipe pas l'extraordinaire addition d'obstacles objectifs et subjectifs dressés sur cette voie.

QUEBEC

Un 1^{er} Mai sur fond de mobilisation

Après une accalmie pendant les congés de Pâques, la mobilisation contre la loi spéciale qui retire pendant 80 jours le droit de grève aux enseignants, a repris au Québec. Dès le 20 avril, ce sont les étudiants qui ont pris l'initiative de jeter en dehors des locaux le personnel de la direction et d'occuper près de la moitié des collèges.

Pendant ce temps, les négociations du Front commun se poursuivent dans une certaine confusion. La centrale des enseignants du Québec (CEQ) ne parvient pas à définir clairement une stratégie de riposte. L'intervention des membres du Parti québécois, nationaliste bourgeois à l'intérieur des syndicats est la cause du flottement actuel.

Le PQ cherche à empêcher le développement autonome de l'action des travailleurs en s'efforçant de favoriser la conciliation préparée par des commissaires gouvernementaux.

Dans les cabinets ministériels, tant à Ottawa qu'à Québec, l'inquiétude gagne les responsables du Parti libéral. Au Québec, un sondage publié le 22 avril annonçait le Parti libéral en tête de liste pour la première fois. Face aux

scandales répétés qui touchent tous les recoins de l'appareil politique libéral, le PQ apparaît comme dépositaire de la « rigueur » et de la « pureté » politique.

Sa crédibilité, comme « parti de gouvernement » n'a jamais été aussi forte auprès de la population. L'arrivée du PQ à la direction de l'Etat du Québec signifierait une grave crise dans les structures mêmes de la Confédération au Canada.

C'est dans ce climat de lutte du point de vue de la classe ouvrière et d'incertitude du point de vue de la bourgeoisie que les organisations syndicales québécoises vont tenir une grande manifestation pour le 1^{er} Mai.

Un débat sur l'éventuelle constitution d'un Parti des travailleurs sera à l'ordre du jour d'un colloque sur l'action politique, organisé les 1^{er} et 2 mai. Ce qui donnera l'occasion à la gauche révolutionnaire de dénoncer les manœuvres de récupération du Parti québécois et de lier les luttes en cours à la perspective de la révolution socialiste.

Charles Bédard

au Canada aussi...

Depuis la manifestation organisée le 22 mars à Ottawa, la classe ouvrière canadienne commence à franchir un nouveau stade dans sa radicalisation politique. Dans les provinces de l'Ouest la tradition du

1^{er} Mai va être reprise après un vide d'un demi siècle. En Ontario les bureaucrates se sont battus pour avancer de quelques jours la date d'une grande manifestation afin d'en retirer le caractère symbolique.

GRANDE-BRETAGNE

50 ans après la grève générale de 1926

Le 1^{er} Mai n'est pas traditionnellement un jour de forte mobilisation ouvrière en Grande-Bretagne (la journée n'est d'ailleurs même pas fériée). Pourtant, cette année, il survient dans un contexte de mobilisations importantes contre les attaques du gouvernement Wilson.

Les deux thèmes essentiels des manifestations syndicales seront, comme partout ailleurs, la lutte contre le chômage et la vie chère. La Grande-Bretagne est le pays le plus frappé par le chômage (près de deux millions de chômeurs réels) en Europe. Une assemblée syndicale nationale réunie au mois de mars à Londres avait décidé de lancer une campagne contre le chômage qui doit culminer dans une journée nationale le 26 mai. Ce 1^{er} Mai sera donc un jalon important de cette campagne.

L'autre axe de lutte de ce 1^{er} Mai sera contre le plan économique de Healey-Callaghan, qui impose des réductions drastiques des dépenses publiques et cherche à limiter les hausses de salaires à 3 %. Cet axe sera surtout mis en avant par les révolutionnaires qui participeront aux manifestations syndicales car, malgré les réticences de certains dirigeants



syndicaux, le Trade-Union Congress s'apprête à donner son accord à Callaghan pour ce blocage des salaires.

Mais cette année, les travailleurs anglais commémoreront le 50^e anniversaire de la grève générale de 1926, la seule que la Grande-Bretagne ait connue. Les révolutionnaires s'efforceront de tirer largement au sein du mouvement ouvrier les leçons de cette grève générale pour les luttes d'aujourd'hui.

Correspondance



ITALIE

LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

C'est sous le signe de la faillite du gouvernement bourgeois que ce prépare le 1^{er} mai dans toutes les villes italiennes où les syndicats, les partis de gauche et les organisations révolutionnaires organisent des manifestations. Cette journée de mobilisation sera sans aucun doute un moment important de centralisation de toutes les luttes qui se développent depuis des mois dans les usines et dans tous les secteurs exploités : les travailleurs de la métallurgie qui viennent de refuser l'accord-bidon signé en catastrophe par leurs dirigeants syndicaux à la veille de la campagne électorale ; les chômeurs organisés ; les sans-logis qui luttent pour le « droit à la maison », les femmes qui, par leurs

mobilisations massives ont été un des catalyseurs de la crise politique actuelle ; les soldats et officiers démocratiques qui descendent une fois de plus dans la rue aux côtés de leurs camarades ouvriers.

Pour tous ces secteurs, il n'y a pas de compromis qui compte : il faut s'unir pour mettre bas le régime démocrate-chrétien et porter la gauche au pouvoir. Et bien que les dirigeants syndicaux et réformistes placent les manifestations sous l'union de toutes les forces pour sortir le pays de la crise. C'est encore le mot d'ordre « c'est l'heure, c'est l'heure, le pouvoir aux travailleurs » qui dominera les cortèges.

ISRAEL

Lutte unie des Juifs et des Arabes pour un avenir socialiste uni !

Ce 1^{er} Mai prend en Israël une signification particulière. Depuis deux mois les Arabes palestiniens vivant sous la domination de l'Etat sioniste ont développé une lutte d'une ampleur inégalée depuis la création d'Israël.

Dans ce climat le gouvernement a interdit la manifestation proposée par le Parti communiste Rakah dans la ville de Nazareth. Cette démonstration au centre de la Galilée, où est prévue une part importante des expropriations de terres arabes, effrayait la direction sioniste.

Cela n'empêchera pas, pour la première fois la réalisation d'une grande manifestation unitaire. Les organisations de la gauche sioniste (Siah, une minorité du Moked), le PC, les Panthères noires, Matzpen, la LCR Matzpen-marxiste, l'Union des étudiants arabes se retrouveront dans un même cortège.

Le PC défilera pour « la sécurité et la paix » et « contre la spoliation des terres arabes ». L'extrême gauche axera sa participation sur « la lutte unie des juifs et des arabes pour un avenir socialiste uni », « en Galilée, en Cisjordanie, une même lutte, un même peuple, une même solution », « contre la répression », « pour le retrait immédiat des territoires occupés », « pour l'avortement libre et gratuit », « à travail égal, salaire égal »...

Un 1^{er} Mai qui s'annonce exceptionnel dans une situation de lutte intense contre la domination sioniste.

URSS

A Moscou : exhortation à l'unité du mouvement communiste

Zagladine, spécialiste des questions internationales au PCUS, vient de trouver l'explication lumineuse des dissensions au sein du mouvement communiste : c'est la faute de l'impérialisme. « Il n'est pas fortuit que l'impérialisme, ses idéologues, politiques et services secrets déploient tant d'efforts pour susciter la scission entre les divers secteurs du mouvement ouvrier ». Les PC occidentaux se seraient donc laissés influencer par des manœuvres impérialistes ? Non, l'auteur nous rassure tout de suite : « La classe ouvrière, ses partis et les communistes de tous les pays ripostent à ces attaques de l'ennemi de classe en renforçant leur unité ». Mais c'est là plus une exhortation que la réalité. L'Humanité de mardi ne faisait-elle pas une critique voilée de la politique extérieure de l'URSS jugée trop amicale à l'égard du régime Giscard, et cela au moment où la visite en France de Gromyko. Dans ces conditions les mots d'ordre mis en avant pour le 1^{er} Mai à Moscou sur « l'unité de toutes les forces prolétariennes et révolutionnaires » et ceux sur l'internationalisme prolétarien qui auront la première place, reflètent bien les préoccupations du Kremlin de ses inquiétudes.

Une autre série de mots d'ordre appelle « les peuples du monde à lutter pour le « renforcement de la détente », et, les peuples d'Europe » à exiger l'application totale du document d'Helsinki. Quand on sait comment les soviétiques appliquent eux-mêmes les clauses sur les droits démocratiques solennellement inscrites dans la 3^e partie du document, on ne peut qu'être frappé par l'hypocrisie de tels mots d'ordre.



UN PREMIER MAI QUI POSE LA QUESTION DU POUVOIR

Les « 1^{er} mai » se suivent et ne se ressemblent pas. Chacun d'eux est un concentré politique révélateur de l'état des luttes de classe. Il y a des années où les syndicats et les partis préfèrent annuler tous les cortèges plutôt que de tomber « dans une provocation », des années où les partis ouvriers appellent aux côtés des syndicats et prônent l'offensive unitaire, il y a enfin des années où les partis s'effacent, laissant les syndicats, seuls, faire un 1^{er} mai « revendicatif ». Ceux où les révolutionnaires défilaient seuls, ceux où un cortège unitaire des révolutionnaires était possible, ceux où les différentes organisations révolutionnaires divisées appelaient tantôt le matin, tantôt l'après-midi avec les syndicats, tantôt pas du tout.

Un premier mai carrefour

Cette année, c'est un premier mai « carrefour ». La diversité des prises de position et des motifs qui y ont présidé, témoigne que nous sommes dans une situation d'attente, avant de grands événements et que les reclassements s'opèrent.



Mitterrand et Marchais, prudents, s'abstiendront. Ils ne veulent pas se mêler à un vaste mouvement de rue quelques mois avant l'heure du pouvoir. Attentisme, sagesse valent mieux que mobilisation et enthousiasme populaire, pensent-ils. Les partis se taisent, laissant croire que des dizaines de milliers de manifestants ne sont là que pour leurs revendications et non pas pour exiger le départ de Giscard et Chirac. Même face à leur propre logique électorale, le PS et le PC reculent : ils ne demandent pas d'élections anticipées alors que le pouvoir en place n'a plus la majorité réelle dans le pays. Et pourtant, les travailleurs ne veulent pas attendre 1978 : ils veulent satisfaction pour leurs salaires, pour leur emploi, pour leurs conditions de travail.

Avec les mouvements de femmes, de jeunes, d'immigrés, de soldats, de chômeurs, la classe ouvrière prend en charge des exigences qui ont une portée politique directe, qui mettent en cause le pouvoir central, qui exigent une alternative gouvernementale. PS et PC, absents ce premier mai, se refusent à formuler cette initiative, à faire choir ce gouvernement, à en constituer eux-mêmes un autre.

Le blocage, le report de toute issue politique par les deux principaux partis ouvriers qui ont la confiance de la majorité de la classe ouvrière est le principal obstacle à la centralisation des luttes et à la réalisation d'un immense cortège ouvrier massivement et directement antigouvernemental.

Ni division ni abstention

C'est la question clef : il est donc pleinement justifié qu'une organisation révolutionnaire, non seulement ne se plie pas à l'exemple des deux partis réformistes, mais appelle ouvertement au défilé et constitue son propre cortège. En mettant à l'ordre du jour, non seulement les questions politiques nationales, mais aussi les mots d'ordre qui relèvent de la solidarité ouvrière internationale avec les travailleurs d'Espagne et du Portugal, pour les Etats Unis socialistes d'Europe.

La ligue communiste révolutionnaire estimait, que dans cette perspective politique, il était possible, avec d'autres organisations révolutionnaires, de s'entendre pour un faire un cortège commun, largement attractif et sans ambiguïté politique.

Nous nous sommes opposés aussi à ceux qui pensaient nécessaire de « se fondre » au sein des divers cortèges de masse. Ce n'est pas ainsi que les réponses politiques nécessaires peuvent être défendues. Il faut que la question du pouvoir soit posée, qu'une opposition à la solution du « Programme commun » se manifeste.

Ni division, ni abstention. Il faut faire entendre fortement la voix des révolutionnaires en ce premier mai, dans ce pays où chacun sent que la venue au pouvoir du PS et du PC est proche, dans cette Europe où les partis ouvriers viennent d'obtenir la majorité absolue au Portugal et l'auront demain en Italie. Alors que les directions syndicales appellent elles-mêmes que ce défilé se place sous le signe du 40^e anniversaire du Front Populaire, il convient de faire entendre une alternative — même minoritaire aujourd'hui — pour déjouer demain toute trahison de la grande montée ouvrière qui se dessine.

G. Filoche

DE PARTOUT, CE QUE SERA LE 1^{er} MAI

PARIS

Il y aura deux défilés-et-demi partant sensiblement du même endroit : l'un, celui de Force ouvrière, de la Bastille à l'Hôtel de Ville, l'autre celui de « Humanité rouge » de la Bastille à la Nation, le deuxième-et-demi, celui du PCRml, du Quotidien du peuple et de l'UCFml partant d'Oberkampf à 10 h 30 pour rejoindre ensuite celui de « HR ». Le PCR précise qu'il lui est impossible d'appeler à la Bastille « puisqu'au même moment s'y tiendra la manifestation jaune et anticomuniste de FO ». Parmi les slogans du PCRml : « unité populaire », et « Giscard, Mitterrand, Marchais, c'est le capitalisme, vive la dictature du prolétariat », « Vive la Chine et l'Albanie socialistes », « A bas l'impérialisme et le social-impérialisme ».

L'après-midi, de la Bastille — à 15 h — vers l'Opéra, appellent CGT, CFDT et 16 organisations de la FEN dont le SNES et le SNESup, puis les mouvements de femmes, d'immigrés, de médecins, de soldats, de jeunes (étudiants, lycéens, collégiens). Un soutien à ces cortèges est apporté par Révolution ! ; ni Lutte Ouvrière, ni le PSU, ni l'OCI-AJS, ne font d'appel particulier. L'union des syndicats CGT de la région parisienne « souhaite que les formations politiques de gauche soutiennent la manifestation et invite une délégation représentative de leurs partis à se joindre à eux ».

CLERMONT-FERRAND :

Pas de cortège autonome des révolutionnaires, alors que cette année le 1^{er} mai revêt une très grande importance avec la grève à Michelin.

GRENOBLE :

Cortège commun de LO, Révolution et de la LCR derrière une banderole commune, place de la Gare à 10 h

LYON :

La manifestation aura lieu à 15 h, place Guichard. La coordination des facs en grève appelle avec la CGT, CFDT et la FEN. Un cortège des révolutionnaires se dormera derrière les banderoles de LO, Combat Ouvrier et de la LCR.

ORLEANS :

Un appel pour un cortège commun a été proposé, au PSU et à LO, pour participer à la manifestation de la Place des Halles à 10h.

ROUEN :

LO, Révolution et la LCR défilent dans un cortège des révolutionnaires avec les syndicats à 9 h 30, Place de l'Hôtel de Ville.

REIMS :

La CGT et la CFDT n'ont pas réussi à se mettre d'accord. Le 1^{er} mai verra deux cortèges distincts. La LCR refuse de céder au chantage sectaire des syndicats, où les seuls perdants seront les travailleurs. La LCR appelle à participer aux deux cortèges.

VIERZON :

Sous le signe du développement et de la coordination des luttes, la

manifestation sera organisée dans l'unité par LO, la LCR, l'Ecole Emancipée, al CNT.

TOULOUSE :

Derrière le cortège syndical et de la jeunesse, LO, la LCR, la GOP et Révolution défilent sous une banderole commune.

LYON

La LCR, LO, Combat Ouvrier et le GRS appellent à la manifestation syndicale à 15 H place Guichard. La coordination des facs en grève participera à la manifestation.

BELFORT

A 10 h, meeting de la CGT, CFDT, SNES, à la Maison du peuple. Les comités lycéens et IUT, ainsi que Révolution ! appellent à une manifestation à 11 h devant la Maison du peuple.

PERPIGNAN

Les révolutionnaires n'auront pas d'apparition autonome. Les syndicats se rassembleront devant la Bourse du travail avec les étudiants et les enseignants.

DIJON

La LCR appelle à participer à la manifestation syndicale à 9 h 30 Bourse du travail.

RENNES

Les étudiants de la fac des Lettres ont décidé de participer à la manifestation syndicale qui se tiendra à Fougères.

APPEL DE 19 COMITES DE SOLDATS

« Le 1^{er} Mai est la fête internationale des travailleurs. Depuis plusieurs années déjà, des soldats ont tenu à affirmer leur solidarité par leur présence dans les manifestations ouvrières. Cette année à nouveau nous appelons les soldats, marins et aviateurs à manifester massivement dans les cortèges syndicaux pour affirmer leur solidarité de combat avec les travailleurs et défendre leurs propres revendications :

- arrêt immédiat de la répression et dissolution de la Sécurité militaire.
- liberté d'organisation dans les casernes et les bases.
- conditions de vies décentes pour les appelés et les engagés.

Tous dans la rue le 1^{er} Mai !
Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur !

Cet appel est soutenu à ce jour par :
— le CS du 75^e RI de Valence, le CS du 2^e RA d'Orléans, le CS du 25^e RA de Thionville, le CS du 24^e GCM de Tübingen, le CS du 405^e BCS de Tübingen, le CS du 5^e RD de Tübingen, le CS du 8^e GCM de Saarlouis, le CS de la BA 116 de Luxeuil, le CS du la BA de Lure, le CS du 151^e RI de Moulin les Metz, le CS de la BN de Lorient, les CS de la BN de Cherbourg, le CS du 42^e RIMA de Perpignan, le CS de Belfort, le CS de la BA 914 de Romilly sur Seine, le CS du 405^e RA de Hyères, le CS du 12^e RA de Strasbourg, le CS du 1^{er} RAMA de Melun, le CS du 27^e RI de Dijon.

APPEL DES GROUPES FEMMES

La coordination des groupes femmes de facultés, lycées, quartiers, entreprises, de la région parisienne appelle toutes les femmes à participer à la manifestation syndicale du 1^{er} mai pour y affirmer, aux côtés de l'ensemble des travailleurs la lutte des femmes contre la surexploitation et l'oppression qu'elles subissent. Nous appelons les femmes à prendre leur place soit dans leurs cortèges syndicaux, soit dans le cortège du mouvement autonome des femmes. Pour participer au cortège du mouvement des femmes, la coordination appelle à se regrouper Place Sully-Morland.

dination appelle à se regrouper Place Sully-Morland.

APPEL DU GROUPE LIBERATION ARMENIEN. Contre la répression et la loi du silence que nous impose le gouvernement Giscard, contre la dépolitisation et l'isolement du problème arménien, nous appelons les adhérents et sympathisants à participer à la manifestation du 1^{er} mai
Solidarité avec les peuples en lutte.
Rendez-vous Samedi 1^{er} mai à 14 H au M^o Saint-Paul.

LES CHOMEURS AUX COTES DES TRAVAILLEURS

Il aurait été important que l'ensemble des comités de chômeurs manifestent ensemble dans l'unité. L'attitude des directions syndicales ne le permettra pas. C'est ainsi qu'à Paris la CGT appelle ses comités de chômeurs à rejoindre les cortèges des différentes UD.

La CFDT, elle, donne comme consigne aux comités de chômeurs CFDT de se regrouper au rendez-vous de l'UD 75, Bd Beaumarchais.

Nous avons reçu d'autre part, le communiqué suivant :

Le Groupe de Libération Homosexuel — Politique et Quotidien, manifesterà le samedi 1^{er} Mai à 15 h (Bastille) pour exprimer sa solidarité avec les luttes des travailleurs, des femmes et de la jeunesse et pour affirmer sa lutte contre la normalité sexuelle imposée par la bourgeoisie qui rejette l'homosexualité et opprime les homosexuel(le)s.



1^{er} MAI 36 SOUS LE SIGNE DU FRONT POPULAIRE

● Quelques jours après la plus grande vague gréviste jaillira...

« Travailleurs parisiens ! Partout, chômez et manifestez. Grève générale du premier mai ! Le matin, aux lieux de pointage; l'après midi à 14 h 30 aux manifestations et aux meetings: au vélodrome Buffalo, à Montrouge, orateurs: Jouhaux et Racamond; au stade de Clichy, avec Bouyer et Hénaff. » C'est l'appel lancé par l'Union syndicale de la région parisienne la veille du premier mai 1936. C'est ainsi que les choses se sont passées cette année là. Observons, en passant que ce sera l'unique appel à la grève générale que la C.G.T. lancera en 1936. La plus grande vague gréviste jaillira sous peu sans consigne syndicale.

Le premier mai 1936 se déroule sous le signe de la victoire du Front Populaire. Il survient entre les deux tours des élections législatives. « Cette année sera décisive pour la confirmation éclatante de la victoire du Front Populaire », écrit Racamond, secrétaire général adjoint de la C.G.T., membre du P.C., qui ajoute: « Il serait imprudent de penser qu'il suffira, pour que nos revendications aboutissent rapidement, d'envoyer à la Chambre des députés, une majorité de gauche... Il faudra encore exercer sur le grand capitalisme une pression pratique. L'action syndicale est la plus importante. »

La victoire ne fait pas de doute. Le très réactionnaire « Ami du Peuple » gémit sur « l'effroyable bilan du premier tour et les catastrophes possibles du second ». Le second tour, c'est pour le 3 mai, on y est presque. Et pourtant, la bourgeoisie aveugle serre la vis jusqu'au dernier jour. Toute manifestation de rue reste interdite à Paris. Le gymnase Japy où doit se tenir le meeting central avec Jouhaux, secrétaire de la C.G.T., est refusé au

dernier moment par la Préfecture. Les travailleurs n'auront pas droit de cité dans la capitale, ils devront se rassembler en banlieue. Fait troublant, le gouvernement responsable de cette politique anti-ouvrière est présidé par un radical, Albert Sarraut, dont le parti est membre du Front Populaire. Ce gouvernement a même obtenu le soutien du Front Populaire; les députés socialistes



Affiche de la Fédération de la Seine du Parti socialiste, animée par la tendance « gauche révolutionnaire » de Marceau Pivert.

ont voté son investiture et les députés communistes lui ont accordé un « préjugé favorable » en s'abstenant, bien que des personnages ultra-réactionnaires comme Flandin, Mandel, Piétri, et le général Maurin en fissent partie. Plusieurs des ministres, et non des moindres: Chautemps, Delbos, Zay, se retrouveront sous peu dans le gouvernement de Léon Blum. On touche déjà du doigt le vice fondamental du

Front Populaire: la collaboration de classe.

« Un magnifique Premier Mai ».

L'apreté des rapports sociaux ressort de la circulaire qu'adresse le syndicat patronal de la métallurgie à tous ses adhérents, « recommandant l'ouverture des ateliers le Premier Mai... et rappelant l'intérêt que représente, pour la journée considérée, la formule de la suppression de la sortie de midi pour le déjeuner ». Ce n'est pas ce genre d'insulte à la dignité des travailleurs qui peut, en 36, limiter l'ampleur du Premier Mai.

Les mots d'ordre qu'avance, en particulier le syndicat des Métaux, sont: les 40 heures sans abaissement des salaires; les contrats collectifs; la réalisation du plan de la C.G.T. Le matin, après les piquets de grève, les ouvriers se rendent de 8 à 11 heures dans les permanences par arrondissement ou par localité pour le pointage.

30 000 manifestants sont présents, l'après-midi, au meeting principal à Buffalo. La nouvelle, annoncée par Racamond, que Renault a été contraint, pour la première fois depuis 20 ans, de fermer ses portes, « symbole d'une première victoire sur le capital », soulève l'enthousiasme et les cris répétés: les soviets partout. « Ce Premier Mai est placé, déclare Léon Jouhaux, sous le signe de l'unité syndicale retrouvée... Nous entendons que le programme du Rassemblement Populaire soit appliqué par ceux qui vont prendre en main les responsabilités du pouvoir. Nous voulons des actes immédiats... nationalisations



Dans le journal « Le Populaire » du 1^{er} mai.

de la Banque de France, des industries d'extraction, de transport et de transformation de matières premières. » Il dénonce encore les dangers de guerre et les agresseurs: Hitler et Mussolini, et réclame la dissolution des ligues fascistes.

« Le mouvement de grève le plus puissant depuis 1920. »

Partout les rassemblements sont très importants. 15 000 manifestants à Clichy, 80 000 à Marseille, 25 000 à Lille, 15 000 à Toulon, 10 000 à Toulouse, 10 000 à Strasbourg, 5 000 à Nantes, 4 000 à Amiens, etc. « Nous ne savons pas ce qui se passe, mais il y a un monde considérable » dit le dirigeant des syndicats de Rouen à Lefranc venu de Paris pour tenir le meeting. « Ce fut un magnifique Premier Mai » titre l'Humanité... « Jamais, depuis 1920, le mouvement de grève n'avait été si puissant ». Peut-être le propos était-il un peu fort? Mais il sera une réalité quelques semaines plus tard. L'orage gronde déjà.

Il y a 120 000 grévistes dans la métallurgie parisienne. Grève à 100 % chez Hotschkiss, Chenard, Carnaud, Salmon, Unic, Morane, Hispano, Alsthom, etc. La grève est générale dans le bâtiment. Les taxis sont en grève à 90 %. Les travailleurs du livre en grève assurent la parution de l'Humanité. Le patronat de choc de la métallurgie ne veut pas s'avouer vaincu; il a le front de déclarer: « L'état du chômage du Premier Mai est influencé par le fait que cette date coïncide avec un jour défavorable de la semaine... En résumé, le chômage a concerné 120 000 ouvriers de la métallurgie parisienne sur 250 000. » L'aveuglement de ces patrons de droit divin ne laisse pas de surprendre et explique, en partie, le déroulement des événements qui vont suivre.

Le « détonateur » du grand mouvement.

L'unité syndicale réalisée en mars a un effet immédiat dans une période de montée ouvrière. Les adhésions commencent à affluer à la C.G.T. Les grèves deviennent plus nombreuses et ont des aboutissements heureux. Le succès remporté au premier tour des élections accroît la combativité des ouvriers qui sentent la victoire à portée de la main. L'Humanité du 2 mai sort avec un énorme titre: « Faites triompher demain le Front Populaire ». Le 3 mai sera une immense revanche sur l'adversité, la lueur d'une ère nouvelle.

Le Premier Mai a été une nouvelle prise de conscience, une sorte de répétition générale. Mais un autre lien rattache cette date à juin 36. Les premières grèves avec occupation, qui sont considérées comme le point de départ du vaste mouvement éclatent le 11 mai chez Breguet au Havre et le 13 à l'usine Latécoère de Toulouse. Dans les deux cas le conflit a pour origine le licenciement d'ouvriers auxquels il est reproché d'avoir fait grève le premier mai. Après avoir en vain multiplié les démarches, les travailleurs unanimes arrêtent le travail et demeurent dans l'usine. Les deux conflits s'achèvent dans les 48 heures par un arbitrage des maires de la ville. Ceux-ci donnent entière satisfaction aux grévistes qui ont bénéficié de l'appui moral et matériel de la population. Cette forme de lutte a fait la preuve de son efficacité, bien que ces conflits n'aient pas, sur l'instant, soulevé tellement l'attention. Néanmoins, petit à petit, l'idée fera son chemin et d'autres entreprises sauront s'en inspirer ou trouver instinctivement la même voie.

André Duret

AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS



Les avoir chassés, c'est bien Mais appliquer ceci c'est mieux

OCCITANIE 100.000

- La plus importante manifestation depuis 1907
- Viticulteurs et ouvriers au coude à coude

L'esplanade, c'est le cœur de Montpellier, lieu habituel des défilés militaires, mais aussi celui de la statue de Jaurès. Lieu inhabituel pour les manifestations ouvrières, par contre la tra-

dition viticole y est vivace, tant par les manifestations de vigneron du début du siècle que par « le marché au vin » où se réunissent les négociants.

Et demain...

Visages nouveaux ce matin, celui d'un forum permanent de la multitude des stands des sections syndicales, des comités de chômeurs et des groupements, des mouvements occitans et des vacataires du supérieur en grève. Un peu le Larzac mais un Larzac qui n'aurait pas l'enthousiasme du but commun, du même ennemi, un Larzac, mais sans l'âme de la révolte. C'est le visage multiple des luttes et des remises en cause mais les grands absents de cette rencontre, ce sont les viticulteurs qui ne seront là qu'après 14 heures. 2 000 personnes circulent, écoutant Marti, P. Trick, Marie Rouanet ou faisant cercle autour du « Théâtre à emporter ».

Présence ouvrière plus marquée

Cette fois-ci, le soleil est de la partie. Et si le 5 février, les manifestants avaient l'air étonnés de se retrouver côte à côte, aujourd'hui, cela semble rentré dans les mœurs. Autre changement, si le 5 apparaissait comme le soutien aux viticulteurs, aujourd'hui, malgré l'exigence de la libération de Teisseyre, les revendications ouvrières pour la défense de l'emploi et des conditions de travail sont plus présentes. Montpellier, aux vitrines fermées (autant par la crainte que par l'adhésion), morte et sillonnée de mini-délégations qui s'entrechoient puisque le matin était réservé aux revendications portées devant les employeurs.

Les organisateurs de la manifestation espéraient une centaine de milliers de personnes. En ce sens, le pari a été tenu. Combien étaient-ils ? 100 000 peut-être. Dans les villages,

des points de départ pour la manifestation avaient été organisés devant les mairies ou les caves coopératives. Et, déjà bien avant quatorze heures, les manifestants commencent à affluer sur l'esplanade, à Montpellier. Chacun s'interpelle, on parle de la vigne, de la lutte. On peut voir des vigneron avec des ouvriers. On sent que là, quelque chose passe. C'est l'alliance du monde travailler. Et, puis, on écoute les chanteurs, qui, sur le podium, égrenent des airs « du pays ». Tous se reconnaissent dans les « Grappes de ma vigne » qu'entonne Marti, et même certains l'accompagnent. Sur les arbres de l'esplanade, des manifestants fixent de nombreuses affiches exigeant la libération de Teisseyre. Car nous ne devons pas l'oublier : l'otage du pouvoir est le grand absent de la journée. Nos princes ont décidé de le garder à la prison des Baumettes de Marseille. Un peu plus loin, une moeasse compacte entoure les stands syndicaux.

Cette journée du 29 s'est déroulée sous le signe de l'unité paysans-travailleurs-étudiants. Elle aura des prolongements. Déjà, les CAV de l'Aude envisagent une tournée de popularisation dans la région parisienne avec vente de vins aux portes des entreprises.

Mais les directions syndicales ne veulent pas que cette journée soit le départ d'une mobilisation permanente. Ainsi le 1^{er} mai, il n'y aura pas de manifestation centrale, seulement quelques rassemblements. La CGT, en particulier a refusé d'organiser dans le même cortège les travailleurs en lutte et les CAV, craignant l'expression politique de la colère accumulée contre le régime minoritaire. Le 1^{er} mai sera syndical, un point c'est tout. La journée du 29 devra-t-elle rester sans lendemain ? Le problème est posé.

Correspondant

CORSE

LE PRIX DE LA CONFUSION

Lorsque le 22 de ce mois, les fédérations corses des partis de la Gauche, la CGT et la FEN avaient annoncé leur décision de faire du 29 avril une journée contre la répression, pour la liberté d'Edmond Simeoni et pour le droit de travailler au pays, nombreux furent ceux qui écoutèrent le résultat de la mobilisation. En effet, appeler les travailleurs de l'île à redescendre dans la rue, trois semaines après l'immense succès du 29 avril, apparaissait comme un pari dangereux. N'aurait ce pas été un échec à la répression si la foule avait été moindre que le 3 ? De surcroît, le 29, lancé par le PCF mais surtout les clans radicaux de gauche n'était rien d'autre qu'une tentative de canalisation du puissant mouvement de masse en faveur d'Edmond Simeoni et de ses camarades. Pour toutes ces raisons, les mouvements autonomistes ne s'étaient pas ralliés à la proposition des partis de gauche. Mardi, devant une foule de 600 bastiais, Max Simeoni, dirigeant de l'APC déclarait à propos du procès d'Edmond Simeoni : « Si la condamnation dépasse la limite nous serons obligés de réagir et pour longtemps... » Car chacun s'accorde à dire ici, que le temps des manifestations tranquilles est terminé. Le 3 avril, tout un peuple est descendu dans la rue afin de faire savoir une fois pour toute son désir de liberté. Désormais, la balle est dans le camp du pouvoir.

Hier, le résultat de la journée a démontré l'échec des tentatives de récupérations. Les partis de gauche qui, un temps avaient envisagé une opération « île morte » ont du faire marche arrière. Aucune grève n'a ponctué le 29. Seul, une sorte de meeting, place du théâtre n'a guère réuni plus d'un millier de personnes, ce qui est bien peu.

Echec qui trouve son explication en partie dans l'attitude du PCF qui tend peu à peu à abandonner les mots d'ordres contre la répression en Corse. Ainsi, dans l'Humanité, de jeudi, lisait-on avec surprise que la journée était organisée uniquement sur le problème du travail et des paysans. Il n'en fallait pas moins pour semer le trouble dans l'esprit de nombreux travailleurs, pour qui la prochaine échéance est le 17 mai, date de l'ouverture du procès de Simeoni.

Antoine Pietri.

HONTEUSE CHRONIQUE D'UNE PETITE VILLE OCCITANE

Vendredi 2 avril : la police en grand appareil vient arrêter un viticulteur, soupçonné d'avoir tiré à Montredon. Immédiatement, le Midi viticole se mobilise, prêt à riposter. Mais, tout le monde ne

l'entend pas de cette oreille, notamment parmi les

élus. Est-ce que la spontanéité de la colère ne risque pas d'être dangereuse pour certains qui préfèrent leurs privilèges à la solidarité ? Ce fut la cas à Pézenas et là, l'élan des viticulteurs fut cassé. Nous publions un témoignage qui décrit une occasion manquée.

Vendredi 2 avril, 18 h. Depuis un peu plus de vingt quatre heures, Albert Teisseyre, un viticulteur audois de 45 ans, est entre les mains de la police arrêté dans des conditions stupéfiantes qui rappellent l'occupation allemande. Les Comités d'action de l'Aude ont appelé à manifester jeudi après-midi à Carcassonne. Ce soir, c'est devant leurs coopératives que les viticulteurs de la région ont rendez-vous. A Pézenas comme ailleurs. Pézenas, c'est 10 000 habitants à 20 km de Béziers. Une ville commerçante et administrative où les services fiscaux ont déjà complètement brûlé par deux fois, victimes des commandos viticoles. Comme bien d'autres, elle est une île dans l'océan de vignes de la plaine de l'Hérault. Jean Bène, un avocat membre du PS, y est maire depuis presque trente ans. Président du Conseil général en même temps. Il reçoit ce vendredi soir, du beau monde : l'ambassadeur du Canada, le Préfet de région et sa suite de sous-préfets. C'est qu'à Béziers, se tient un congrès France-Canada et qu'il faut bien que le congrès s'amuse. Pézenas, une des 33 villes privilégiées par la loi Malraux pour son architecture civile des XVII^e et XVIII^e siècles, connaît de fréquentes et très officielles visites. Mais ce soir, le bon maire PS a mis les petits plats dans les grands pour accueillir ces excellences autour d'un généreux buffet. Alors voilà : il craint que les viticulteurs excédés par l'arrestation d'un des leurs ne

troubent la fête...

Peu avant la réception, commandée à la même heure que le rassemblement à la cave coopérative, il téléphone à M. Esclaffit, responsable CDJA, pour que celui-ci prêche la raison aux viticulteurs et leur laisse ignorer la présence des représentants du pouvoir à proximité. Une soixantaine de viticulteurs ont répondu présents. Esclaffit informe qu'il a déjà envoyé un télégramme à Paris, qu'il n'y a rien d'autre à faire et qu'il faut se disperser.

Louis S..., un viticulteur, suggère qu'on aille au moins à la gendarmerie porter une motion de protestation. Refus, non pas de l'assemblée, mais d'Esclaffit qui parle à la fois au nom du CDJA, des Comités d'action et... de M. Bène. Rendez-vous est simplement pris pour la manifestation du lendemain à Béziers. Une quinzaine à peine seront au rendez-vous, passablement déçus par tant d'inaction. Scandalisés aussi quand ils apprendront que leur responsable a voulu éviter tout contact, toute protestation directe à la face des notables et des préfets.

Un qui est fier de ses services, c'est le maire qui a réussi à banqueter avec les subordonnés de Chirac-Ponia pendant que ceux-ci emprisonnaient arbitrairement un viticulteur.

Ce petit méfait d'un élu PS en dit long sur les pratiques d'un tel parti qui s'imaginent déjà investi des moindres responsabilités du pouvoir. Mitterrand était descendu à Carcassonne pour conseiller

aux viticulteurs de « laisser la justice suivre son cours, pour suivre ceux qui se sont placés en dehors de la légalité ». Jean Bène, comme bien d'autres dans l'Hérault parmi les myriades d'élus PS, se bouscule pour donner des gages au pouvoir et faire la cour à ses fonctionnaires.

Au-delà de l'écoeurement, certains viticulteurs savent qu'ils n'ont aucune confiance à faire à ces notables, jeunes ou vieux, qui préfèrent les mondanités bourgeoises à l'authenticité des luttes de masse. Mais rien ne changera tant que la démocratie la plus simple ne s'imposera pas dans les mondanités bourgeoises à l'authenticité

Mais rien ne changera tant que la démocratie la plus directe ne s'imposera pas dans les comités d'action. Les 60 viticulteurs de Pézenas avaient répondu à l'appel des CRAV. Peut-être que si la proposition de Louis S... avait été soumise au vote, Esclaffit, paralysé par son statut de responsable-inamovible-non-élu, aurait remis à leur juste place les conseils du maire du PS. Et les viticulteurs auraient puisé un sentiment de force et de confiance dans le seul fait de prendre collectivement en main leurs propres affaires. Finalement, c'est bien le problème de la démocratie des comités d'action qui se pose quand on lit la honteuse chronique de ce vendredi 2 avril, à Pézenas.

Correspondant Pézenas

notes politiques

100 000 FLICS A LA UNE

La « sécurité » est en pleine forme. Le ministère de l'Intérieur annonce qu'en 24 ans, le nombre de policiers a doublé : en 76, on a franchi le cap des 100 000 flics. Dans le même temps l'augmentation totale des effectifs des agents de l'Etat a été seulement de 43 %. Les priorités sont les priorités. La criminalité n'a-t-elle pas augmenté de 183 % en dix ans, conclut le ministère de l'Intérieur.

A en croire Ponia, ces efforts ont été couronnés de succès. Avant hier, au micro de RTL, il annonçait triomphalement que la criminalité était en régression depuis 75. Grâce à la présence des flics dans le métro et de l'ilôtage notamment.

Alors on n'y comprend plus rien : à quoi riment ces grands discours qu'on nous sert quotidiennement sur l'insécurité qui se développe ? Qui a raison : Ponia statisticien ou Towski politicien ? Mais les marchands de sécurité n'en sont pas à une contradiction près...

CONGRES CONSTITUTIF DE L'OCA

A l'initiative des cellules constituées autour du journal « Revolution Afrique » s'est tenu le congrès constitutif de l'organisation des communistes d'Afrique (OCA). Selon ses militants, ce congrès est le résultat d'une intervention menée depuis quatre ans au sein de l'immigration et notamment dans les foyers de Paris, Marseille et Rouen et d'actions de soutien aux luttes qui se déroulent en Afrique. L'OCA déclare vouloir œuvrer à l'unification des révolutionnaires dans l'Afrique de l'Ouest et à l'apparition unifiée de l'immigration africaine, sur la base de ses organismes de lutte, aux côtés des travailleurs français. L'OCA appelle en outre tous les travailleurs africains le 1^{er} Mai à la Bastille à 15 heures à défiler de manière unitaire au sein de leurs comités.

Après l'attaque du local de la LCR, nous avons reçu une motion des enseignants et des étudiants de Paris 5. Cette motion préalablement soutenue par le SGEN-CFDT du CNAM (conservatoire national des Arts et Métiers) a été votée à l'unanimité des 400 étudiants de psycho-socio des trois cycles : « de la même façon que ce mouvement étudiant s'est donné les moyens d'autodéfense pour ses manifestations, l'A.G enseignants-étudiants de Paris 5 s'engage à participer à toute riposte unitaire qui s'imposera contre toute agression fasciste ».

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

RHONE-POULENC SAINT-FONS

DEUX MILLIARDS POUR UNE GREVE

- La lutte dure depuis plus de trois semaines dans les ateliers de PVC
- La direction a demandé à un concurrent, le trust allemand Hoësch, d'approvisionner ses propres clients
- A l'appel des syndicats de la chimie, contactés par l'ICF et la CFDT, les ouvriers allemands bloquent les expéditions

Trois unités de production de PVC masse sont maintenant arrêtées. Le polychlorure de vinyle, c'est cette fameuse matière plastique que l'on retrouve par exemple dans les semelles de chaussures, les cuirs synthétiques type « skai », les bouteilles plastiques, les tubes allant des canalisations pour bâtiment aux corps de stylos...

Bien sûr, tout ce PVC n'est pas produit à la seule usine de Saint-Fons, mais elle est la seule usine en France et la plus importante en Europe occidentale : 155 000 tonnes par an, ce qui représente un chiffre d'affaire de 35 milliards d'anciens francs dans l'année. Là c'est le côté jardin.

L'angiosarcome : une maladie qui tue

Mais côté cour, quel en est le prix pour les travailleurs ? Ce sont d'abord les maladies qui frappent les ouvriers. Ils savent maintenant que ce type de fabrication est responsable d'une forme dérivée du cancer du foie : l'angiosarcome. En janvier, un travailleur de cette unité est mort de ce cancer. Il avait 32 ans... Tout cela d'ailleurs officiel et reconnu par la direction.

La grève est partie sur deux exigences : les salaires et les conditions de travail. Les ouvriers de ces ateliers



revendiquent en effet une augmentation de 80 centimes de l'heure (la direction offre royalement 20 centimes). Ils luttent également pour l'amélioration de leurs conditions de travail qui sont particulièrement pénibles : ils travaillent en 5 X 8, ce qui signifie travail la nuit, dimanche et jours de fête.

Contre les multinationales

Depuis le début de la grève, la direction a perdu deux milliard d'anciens francs. Elle a préféré gaspiller une petite fortune plutôt que de céder sur

les revendications de 220 travailleurs ! Mercredi, après 22 de grève, une cinquantaine d'entre eux (CGT) sont allés au siège pour rencontrer la direction. Après une heure et demie de discussions, aucun résultat, sinon une assurance que le directeur de l'usine serait mandaté pour avoir des négociations. La délégation est retournée à l'usine de Saint-Fons. Là les grévistes se sont réunis ; et ils ont voté la continuation du mouvement.

La direction n'hésite pas à employer toutes les manœuvres pour casser la détermination des ouvriers. En effet, prisonnière des contrats de livraison PVC avec ses clients, elle a invité un concurrent, le trust allemand Hoësch, à lui fournir du produit, ce qui représente là aussi un gaspillage énorme, compte tenu des coûts de transports et des frais financiers.

C'est une nouvelle preuve que dans l'Europe du capital, les multinationales sont prêtes à toutes les alliances pour briser les luttes de la classe ouvrière. Mais les travailleurs prennent conscience de la nécessité d'une plus grande solidarité internationale des travailleurs contre les multinationales. Au siège de RPI Courbevoie, les organisations syndicales ont immédiatement organisé une collecte de solidarité. La fédération CFDT de son côté a pris contact par l'intermédiaire de l'ICF (fédération internationale de la chimie) avec les syndicats allemands de chez Hoësch pour bloquer les expéditions. Pour l'instant, il semble que les expéditions soient d'ores et déjà bloquées.

Correspondant

SEP Bordeaux

« NOUS NE REPRENDRONS LE TRAVAIL QU'AVEC NOTRE CAMARADE »

La grève à la SEP (Société européenne de propulsion) de Bordeaux, qui emploie 800 personnes pour l'usine de Haillan, dure maintenant depuis deux semaines. Vendredi la grève est devenue illimitée et avec piquets de grève. Nous publions ici dessous l'interview de deux militants de la SEP (un de la CGT et un de la CFDT).



Comment a démarré le conflit ?

Militant CFDT : dans l'après-midi du 9 avril, un technicien d'atelier recevait une lettre l'informant qu'une procédure de licenciement était engagée contre lui pour des motifs d'ordre professionnel : divers incidents dont la responsabilité n'incombe ni à son équipe ni à lui l'argument majeur étant une mauvaise interprétation d'une consigne passée par téléphone. En vérité ce qu'on reproche surtout à ce camarade c'est son action pour l'amélioration de l'hygiène et la sécurité dans le bâtiment (tenu au secret) où il travaillait et son adhésion à la CFDT. Ce licenciement après d'autres pas plus justifiés pousse l'ensemble des travailleurs à se mobiliser contre l'abus d'une direction autoritaire.

Militant CGT : c'est à la suite de cette décision de licenciement qu'un mouvement s'est déclenché soutenu par la CGT et CFDT ; ces mouvements se traduisaient par une assemblée générale le matin et plusieurs débrayages répétés dans la journée.

Comment en est-on arrivé à la grève illimitée ?

Militant CFDT : la direction étant poussée par un nombre croissant de grévistes a essayé de laisser pourrir le mouvement en évitant de discuter sérieusement avec les représentants du personnel en grève et en faisant une campagne d'intoxication vis à vis de notre camarade (homosexuel, trafiquant de drogue...), mais aussi contre les représentants du per-

sonnel (temps de grève soi-disant payé par les diverses organisations syndicales). Face au je-m'en foutisme de la direction, l'ensemble des travailleurs en grève avec le soutien des 3 organisations syndicales, CGT, CFDT, FO (FO ayant rejoint le mouvement de grève illimitée avec piquets de grève « musclés » à partir du 23/4.

Militant CGT : ce qui a amené la colère des grévistes, c'est surtout la confirmation de son licenciement et les motifs invoqués.

Comment se déroule la grève actuellement ?

Militant CFDT : tout le personnel de l'entreprise du Haillan qui regroupe 800 personnes est actuellement dehors. Les grilles de l'entreprise ont été fermées avec des câbles et une camionnette. Les piquets de grève restent vigilants et empêchent l'entrée de qui que ce soit. Mardi il y a eu de légers affrontements entre grévistes et le personnel d'encadrement mais cela n'a pas entamé le moral du personnel en grève. Par contre, le responsable du personnel a piqué une crise de nerfs et est venu s'excuser en larmes auprès des grévistes (ce n'est pas un canular !).

Militant CGT : une anecdote amusante : avant que le piquet de grève soit mis en place et du fait de la grève des employés du restaurant d'entreprise, des casse-croûtes ont été distribués à l'extérieur par les syndicats aux grévistes, à l'intérieur par la direction aux non-grévistes.

L'interception du véhicule transportant les casse-croûtes « patronaux » par le gréviste a obligé le chef du personnel et quelques-uns de ses spires à se transformer en manutentionnaires pour ravitailler leurs troupes. On a vu des bagnoles qui croisaient malencontreusement des peaux de bananes et un camion d'une entreprise extérieure s'est vu dans l'obligation de dresser une barricade spontanée en déchargeant son matériel devant l'entrée de l'usine.

Militant CFDT : tout ceci se passe dans la bonne humeur mais aussi dans la détermination. Nous ne reprendrons le travail qu'avec notre camarade.

Et maintenant, quelle perspective dans votre mouvement ?

Militant CFDT et CGT : notre force, c'est l'unité syndicale et la détermination des travailleurs, ce qui nous permet de dire en temps que militants syndicaux que nous n'accepteront aucune dérobade de la part de la direction et que tous les moyens légaux ou illégaux seront employés pour briser le mur de silence fait autour de notre lutte. Nous voulons aussi englober notre combat contre la répression patronale à l'ensemble des luttes actuelles. De toute façon, dans la situation actuelle, nous sommes prêts à répondre à toutes les attaques du patronat et même à une éventuelle intervention des forces de police.

Correspondant Bordeaux.

RHONE-POULENC TEXTILE :

Succès de la journée « Portes ouvertes » à Péage de Roussillon

A l'appel de la CGT et de la CFDT, une grève de 24 heures doublée d'une « journée portes ouvertes » a été organisée mercredi dans l'usine. La direction avait violemment condamné cette initiative, annonçant par voie de presse qu'elle ne tolérerait pas l'entrée du public dans l'usine, et menaçant ceux qui s'y risqueraient de poursuites judiciaires.

Cela n'a pas empêché plus de 1000 personnes d'y participer. Une visite de la chaîne de production était assurée par des militants syndicaux. Plusieurs délégations d'usines en grève étaient venues, notamment celle de Lip.

La CFDT a déclaré que cette action devait être poursuivie au niveau du groupe Rhône-Poulenc, avec la perspective d'une grève de 24 heures reconductibles à l'échelle du trust.

en lutte

● Usine BSN à Vayres, près de Bordeaux (fabrique de bouteilles) : grève générale depuis le 21 avril CGT-CFDT pour 50 centimes de l'heure, l'application de l'accord sur classification, l'augmentation des effectifs, depuis janvier 75 plus d'embauche définitive, emploi systématique de travailleurs sous contrat limité.

Société européenne de Brasserie (groupe BSN Gervais Danone) à Blanquefort, après plusieurs journées de grève, alors que la direction prétend « se trouver devant des revendications syndicales à caractère exorbitant » : grève de 24 h reconductible votée en assemblée générale (100 voix contre 16) le lundi 26, avec occupation de l'usine pour : 2100 F à l'embauche, retour aux 40 h, 5ème semaine, prime de transport, etc. Le 26, un piquet de grève massif empêche la direction et les cadres d'entrer. Un constat d'huissier a été dressé ce qui n'a pas empêché le personnel de reconduire la grève.

Correspondant

Marseille samedi 1^{er} mai à partir de 13 h et dimanche 2 mai les travailleurs de Griffet en lutte depuis 15 mois contre la fermeture de l'usine organisent une opération « portes ouvertes », fête populaire. Après avoir défilé le matin avec une grue roulante de 25 tonnes, ils animeront aussi bien des stands de divertissements (jeu de massacre, boules) que des discussions avec les travailleurs des autres entreprises en lutte. On pourra danser le samedi soir au bal populaire organisé dans l'usine. Venez nombreux vous amuser et manifester votre solidarité.

Correspondant

● Les éboueurs de Lille ont repris le travail hier matin après 16 jours de grève : ils ont obtenu 5 % d'augmentation, dont 2,5 % à valoir sur la prochaine revalorisation conventionnelle, une avance de 500 F remboursable en deux mensualités, une révision des conditions de travail et la création d'une commission d'études qui recherchera « les possibilités d'aménagement pour les congés » ce qui concerne surtout les travailleurs immigrés.

AFP

● Framatome-Chalons : le vendredi 23 avril la direction a proposé aux grévistes 0,52 % d'augmentation au 1^{er} avril et 60 F en 76. Le lundi 26, une assemblée générale décidait de la reprise du travail à une très faible majorité. Mais la lutte continue sous la forme d'une journée de grève par service et par semaine.

Correspondant

● Répression syndicale à Béghin-Say : hier, 22 grévistes étaient assignés en justice par la direction de l'entreprise à la suite de l'occupation de la cour de l'usine avec « femmes et enfants ». En lutte depuis le 10 mars pour protester contre le projet de restructuration de l'entreprise qui entraînerait compression du personnel, réduction des horaires et perte de salaire, les grévistes avaient mercredi dernier piqué niqué sur les ronds-points des avenues d'Arras...

AFP

LA SANTE LYONNAISE MALADE DU CAPITAL

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'il faut être sacrément « gonflé » pour oser titrer en première page « Rhône-Alpes, N°1 mondial de la Santé ». C'est néanmoins ce qu'a fait L'Express à Lyon cette semaine en ornant sa couverture d'une photo de Louis Veyret, directeur général des hospices civils de Lyon. Le point de départ de cet article est une enquête du Dr Brid-

En effet, la durée moyenne d'hospitalisation indiquerait clairement, soit-disant, si le corps médical a bien fait son travail en dehors de l'hôpital, celui-ci n'étant réservé qu'aux cas les plus graves. Tout d'abord, il semble qu'avec l'âge le Dr Dridgam a perdu toute notion de rigueur scientifique. A moins que le terme d'efficacité ne soit pris au sens de « rentabilité » auquel cas on ne parle plus de la même chose et surtout pas de la santé des travailleurs.

La vitrine

Le pire, c'est que J.V. Manery, auteur de ce brillant article en rajoute : «...Depuis 27 ans, M. Veyret, Lyonnais de souche, pesé sur la politique médico-

sociale de la région. En vitrine : un centre cardiologique où l'on vient du monde entier, un prestigieux centre de traitement des maladies du rein, un hôpital pour grands brûlés, un centre modèle de diagnostic par radio-isotopes. En coulisses, une humanisation réelle des établissements ».

Les chiffres sont là : face à une augmentation de 4 300 admissions entre 71 et 74, le nombre de lits passe de 9 419 en 71 à 8 913 lits en 74, soit une perte de plus de 500 lits. De plus, aux 8 913 lits de 74, il faut encore soustraire 845 lits fermés faute de personnel, soit 1 351 lits de moins qu'en 71.

La réalité c'est aussi qu'à l'hôpital neurocardiologique, symbole de la haute technicité médicale, il manque

man, expert de l'organisation mondiale de la Santé. Pour arriver à ce résultat, la cuisine technocratique est simple : on juge l'efficacité de l'hôpital et plus généralement de l'organisation médico-sociale d'un pays ou d'une région au noxe jours que passent à l'hôpital ses habitants.

35% du personnel. Quant à l'hôpital des invalides, spécialisés la gériatrie, c'est 7% du personnel soignant qui manque. C'est aussi l'Hôtel-Dieu où les nourrissons prennent leurs premières bouffées d'air dans l'atmosphère de l'axe nord-sud, l'hôpital de la Croix-Rousse où il n'est pas rare de rencontrer des cafards. « Cela s'améliore, réplique l'infirmière, il y a quelques années on en trouve même dans les perfusions ».

En fait, si la durée moyenne d'hospitalisation à Lyon est relativement faible, c'est d'abord parce que les services d'urgence sont complètement engorgés. Tel le pavillon N de l'hôpital Edouard Herriot où souvent les lits encombrant les couloirs. A ce titre, on peut dire qu'à Lyon on est admis « en cas d'extrême urgence ».

C'est ensuite parce que les services souffrent d'une pénurie importante de personnel. « Treize malades refusés en trois jours au centre des insuffisants respiratoires de la Croix-Rousse » titrait d'ailleurs le Progrès en Janvier 75. La question des effectifs était d'ailleurs au centre des revendications des hospitaliers lyonnais lors de la grande grève de quatre semaines de juin 74. De toute évidence, Veyret a totalement oublié de le signaler à l'expert de l'OMS.

« Humanisation », mais pas pour n'importe qui !

Enfin, face au manque de personnel, les hospices ne gardent les malades que pour effectuer les « soins lourds », nécessitant une forte infrastructure technique. Les examens légers, les convalescences sont gentiment et régulièrement aiguillés sur des

cliniques privées telle la clinique du Tonkin, qui, comble de l'ironie, est bâtie sur 27 hectares vendus récemment par les hospices. Cela non plus ne doit figurer sur les fiches perforées du Dr Brigman.

Quant à l'humanisation, on touche le fond de l'hypocrisie, ce ne sont pas les cent bonnets roses des aides hôtelières qui vont changer les choses. Par contre, alors que le personnel es hospices est sous-payé et peu nombreux, on inaugure le 24 mai le premier hôtel de France, spécialisé dans les examens légers et bilans. On apprend au passage qu'il a été construit, comme par hasard, par le groupe hôtelier Novotel et le groupe pharmaceutique Mérieux. Humanisation, mais pas pour n'importe qui. La Caisse d'Assurance maladie n'ayant pas donné son accord pour le renforcement des frais de séjour, on imagine qui, de l'ouvrier de chez Berliet ou du cadre supérieur en mal de « check up » ira occuper les chambres de cet « hostel ». Décidément, le numéro un de la Santé a une drôle de figure. Et c'est ce que nous nous proposons de montrer dans de prochains articles.

Une question encore : pourquoi un tel article ? On ne titre pas impunément une première page comme celle-ci sur la base d'un rapport de l'OMS non encore publié officiellement. On ne flatte pas M Veyret « qui a su préserver la personnalité de la médecine lyonnaise contre la médecine parisienne » en même temps que l'on s'appitoie sur le pauvre M Pradel, en butte au pouvoir central, sans quelques arrière-pensées. La campagne pour les municipales commence bientôt.

Correspondant.

en lutte

● Michelin : le combat des ouvriers professionnels, parti du secteur VD s'est étendu à l'ensemble de cette catégorie mais aussi à certains secteurs de fabrication. La combativité est énorme mais elle se trouve confrontée aujourd'hui à cette question « Comment organiser un mouvement d'ensemble sur Michelin, où, moins qu'ailleurs encore, la grève générale ne s'improvise pas. Les propositions ne manquent certes pas : organisation méthodique de grève tournante pour économiser les forces, paralysie des secteurs-clés des usines (par la coupure de courant), extension du mouvement aux OS, popularisation de la lutte en direction des mensuels, auprès de la population et, malheureusement les directions syndicales (et non les délégués pour la plupart à la pointe de l'action) font la sourde oreille et ne se préoccupent pas de l'organisation concrète de l'extension, et semblent plus soucieuses de renforcer de façon boutiquière. Pour l'instant, la direction Michelin ne se manifeste pas : elle attend pour juger de la force du mouvement.

Correspondant Clermont

● La mobilisation continue dans tout le trust Dassault. Hier matin à 10 H, une cinquantaine de travailleurs ont été à Jours de France, à Paris. Ils se sont fait évacuer par les brigades d'intervention. Bilan : trois blessés. Aussitôt des assemblées générales ont voté la grève totale jusqu'à l'entrevue d'aujourd'hui à St Cloud avec le PDG Vallières. Sont concernés : St Cloud, Argenteuil, Boulogne, Toulouse, Argonay et les deux usines de Bordeaux.

Correspondant

● Grève aujourd'hui à l'usine Péchiney-Noguères : cette grève de deux heures par poste est organisée pour :

— la solidarité avec les travailleurs de l'entreprise Subervielle

— par solidarité avec les travailleurs des usines Péchiney de l'Ariège qui occupent leurs usines depuis le 14 avril pour la création d'une 5^e équipe et le relèvement de 100 F sur le salaire de base.

— pour préciser les revendications propres aux travailleurs de Noguères.

Une grève de deux heures par poste avait déjà eu lieu mercredi 28.

Correspondant

● Au centre EGF Ile-de-France Sud, quatre militants CGT viennent de recevoir des blâmes après la grève de mardi pour « coupure de courant ». Tout le personnel s'est mis en grève jeudi. La CGT et la CFDT appellent à une manifestation parisienne de protestation contre les sanctions, devant le siège de la direction générale, rue Louis Murat (Paris 8^{ème}), à 11 heures de vendredi. Toujours dans la série répression, à signaler que la réunion prévue entre les étudiants de Dauphine et la section CFDT du 2, rue Louis Murat a été interdite par la direction. Elle s'est tenue à l'extérieur.

Correspondante

TRIBUNE des luttes

Communiqué du syndicat CGT des Câbles de Lyon-Clichy

Les travailleurs des Câbles de Lyon (VGR)Clichy font barrage à la répression anti-syndicale : leur lutte (grève, manifestations), l'unité qu'ils ont su faire autour d'eux avec d'autres travailleurs et les étudiants en lutte a permis d'obtenir le refus de licenciement du secrétaire du syndicat CGT par l'inspection du travail. Mais la lutte n'est pas finie après cette première victoire. En effet, 336 postes de travail sont supprimés dans l'établissement et la direction des Câbles a saisi le ministre du Travail pour faire casser la décision de l'inspection du travail. Le syndicat CGT des Câbles de l'usine, organise un gala de solidarité le 2 mai de 14 h 30 à 17 h 30 à la Maison du peuple de Clichy et appelle tous les travailleurs et tous les progressistes à y venir nombreux.

Olivetti- informatique

Les programmeurs du service soft Olivetti sont en grève :

- contre l'anarchie de leurs qualifications et de leurs salaires pour un même travail
- contre l'application de l'accord patronal de la métallurgie sur les classifications (déclassements, etc.)
- pour une juste liaison salaires-coefficients.
- 300 F pour tous et 5^e semaine de congés payés.
- Suivie à 90 % dans ce

service, la grève appuyée par les organisations syndicales CGT-CFDT s'est immédiatement organisée : élection en AG d'une délégation de grévistes, mise en place de nombreuses commissions pour élaborer les revendications, populariser le mouvement, organiser la solidarité financière. Les négociations n'avancent guère, et pourtant on en est à quatre semaines de grève.

Correspondante

Travailleurs en formation : le changement de climat

Les temps ne sont plus les mêmes chez les travailleurs en formation qu'ils soient du secteur social ou sanitaire et psychiatrique. L'époque un peu ronronnante des grands mouvements nationaux qui se succédaient de loin en loin entre deux longs calmes plats est révolue. L'agitation s'est faite permanente et profonde, avec l'apparition de noyaux d'élèves combattifs(ves) souvent syndiqués(ées).

Hier, c'était l'enseignement complètement subi, les stages effectués dans la résignation, l'absence de salaire. Aujourd'hui : la remise en cause des cours,

critique des cours magistraux et de la soi-disante objectivité du savoir. Et surtout des ripostes collectives à chaque attaque contre les acquis. Et ce sont des luttes comme A Ville-Evrard, au Vinatier à Lyon, à l'école de Corantin-Celton à Issy-les-Moulineaux : contre les licenciements d'élèves combattifs.

Aujourd'hui, il est possible d'attaquer. Pour le statut unique des travailleurs en formation et pour une convention nationale des stages unifiant les conditions de déroulement. C'est là le résultat de nombreuses réunions d'élèves combattifs, à Guignors, St-Etienne, Limoges, et Paris.

De tels objectifs demandent des luttes d'ampleur qui ne peuvent aboutir sans le soutien des travailleurs de la Santé et l'appui des syndicats d'élèves à Paris (400), à Orléans, celle des élèves sages-femmes avec des représentants syndicaux, les médecins, des élèves de Ste Anne en grève. Ceux de Ste-Anne ont appelé à une coordination des écoles d'élèves en Psychiatrie.

Ce sont là les premiers pas. D'autres pourraient être franchis le 1^{er} Mai, autour de ceux de Ste Anne et de St Antoine en grève, pour l'unification et l'extension du combat des élèves.

correspondant.

● Aquitaine Total Organico : toutes les usines du trust (Marseille, Lyon) ont observé 32 heures de grève les 28 et 29 avril pour exiger des négociations sur l'ensemble du cahier de revendications. C'est la première fois qu'une action coordonnée à l'échelle nationale a lieu dans ce trust.

Correspondant

« Ouest-Licenciement » UN NUMERO SPECIAL 1^{er} MAI

ouest licenciements
UNITE DES TRAVAILLEURS



EN LUTTE NON aux LICENCIEMENTS

En lutte depuis onze mois, menacés d'être expulsés de leur usine après la décision du Tribunal des référés, les travailleurs de Caron Ozanne (Caen) viennent de sortir un nouveau numéro de leur journal « Ouest-licenciement », imprimé sur leur outil de travail.

Course contre la montre pour avoir les articles, gymnastique pour avoir le matériel nécessaire à l'impression (les syndicats ont fait pression sur les fournisseurs pour qu'ils ne livrent plus rien). Le journal est finalement sorti contre vents et marées.

Il fait bien entendu le point sur la lutte de Caron-Ozanne ; mais il est surtout conçu comme une tribune offerte à quelques unes des plus longues et des plus prestigieuses parmi les luttes ouvrières récentes, avec des textes des sections syndicales : section CFDT de la CIP en lutte depuis le 8 juillet 1975, celle de Rehault à Fougères, l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC de

Griffet, la section CFDT de Lip. Ils publient aussi un communiqué du Mouvement d'intervention viticole occitan, et l'appel de la coordination nationale étudiante.

La dernière page se conclut par un appel :

« Aujourd'hui nous décidons de continuer la parution de « Ouest-Licenciement » au cas où nous serions évacués. Mais pour pouvoir assumer cette tâche, nous sommes contraints de structurer un réseau de diffusion. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, pour soutenir notre lutte et « Ouest-Licenciement » nous vous demandons de vous abonner, de faire abonner votre section syndicale ou politique, de vous proposer comme diffuseur de O.L. »

Adresser toute correspondance (soutien financier et articles) à : Hubert Grammaire, 25 rue du Père Sanson, 14000 Caen.

Aujourd'hui les lycéens parisiens manifestent Demain personne ne manquera à l'appel

RETOUR SUR CENSIER

APRÈS LE "MARRATHON" DE CENSIER.

C'EST LA PLATE-FORME EST VOTÉE!



UN REVELATEUR

La coordination nationale étudiante qui s'est tenue les 27 et 28 avril à la faculté de Censier (Rouge du 29 avril), est un véritable révélateur : de la situation de la grève étudiante, les obstacles qu'elle rencontre, de comportement en son sein des différents courants politiques.

La grève générale étudiante, malgré son ampleur et son maintien deux mois durant, si elle a marqué de son empreinte la situation du pays, n'a pu jusqu'à ce jour faire céder le gouvernement sur l'essentiel : l'abrogation de la réforme. Pour une raison : le refus des directions majoritaires du mouvement ouvrier de soutenir activement les étudiants, en étendant la grève aux enseignants, en rendant effective la jonction avec les travailleurs. La responsabilité de la direction du SNESup animé par le PCF est sur ce plan écrasante. L'élément nouveau aujourd'hui, c'est que ces directions sont relayées par l'UNEF-renouveau qui appelle pour la première fois à la reprise des cours, comme l'illustrent

les motions qu'elle a présenté à Censier où pas une seule fois le mot grève n'est prononcé. La première leçon de la coordination de Censier donc le refus par la grande majorité des délégués étudiants, par tous les courants politiques, des manoeuvres de division de l'UNEF. Et la réaffirmation de la grève générale pour l'abrogation. En ce sens, alors qu'à la précédente coordination tenue à Toulouse, certains, dont Révolution, avaient refusé l'unité, cette fois-ci, confrontés aux manoeuvres de l'UNEF, ils n'ont pu qu'adopter une orientation unitaire.

La seconde leçon, c'est la concrétisation de l'aspiration profonde des assemblées générales, à s'engager dans une bataille prolongée, assise par des plates-formes, s'affrontant dans leur dynamique aux plans capitalistes. La sanction en a été dix heures de débats sur les mots d'ordre débouchant sur une plate-forme exprimant des besoins objectifs de la mobilisation.

Sur ce plan, l'opposition des deux UNEF à cette discussion prouve bien que l'actuel processus de recombinaison du mouvement étudiant leur est extérieur. Car l'enjeu était de taille : le refus de toute logique de démocratisation, le rejet de la collaboration aux conseils de gestion, la volonté de s'allier aux travailleurs, et donc de défendre à l'université leurs intérêts et non de façon corporatiste ceux des seuls étudiants.

La troisième leçon enfin, est l'exercice renouvelé de la démocratie. La grande presse peut parler « du cirque étudiant », l'UNEF peut dénoncer la « non-représentativité » de la coordination. En fait, par un contrôle rigoureux des mandats, par une participation réelle des délégués aux débats, illustrée par le faible nombre d'absentions ou de refus de vote alors que les « inorganisés » y étaient plus nombreux que toute tendance liée à une organisation, l'organisation de la discussion autour d'une vingtaine de motions de facultés, ont permis les résultats positifs de la coordination.

F. Olivier



La coordination nationale dans un amphi de Censier

LES MOTIONS MINORITAIRES

Comme nous l'avions annoncé, nous publions aujourd'hui les principaux passages des motions présentées par l'UNEF-Renouveau à la coordination de Censier. La première présentée lors du vote préalable sur les revendications a recue 42 voix, la

seconde lors du vote des « perspectives » 39 voix. Lors du vote sur les revendications, la plate-forme proposée par l'UNEF reprenait pour l'essentiel sa base d'accord publique avec le SNESup. Nous ne la publions donc pas.

Perspectives

Notre grand mouvement de lutte exprime l'exigence largement majoritaire à l'université d'abrogation de la réforme du second cycle et de réponses gouvernementales aux revendications les plus urgentes des étudiants et des universitaires(...)

Sauvier Seïté vient d'essuyer un sérieux échec en étant contrainte de discuter des points importants de la réforme du 2^e cycle avec les représentants de la conférence des présidents d'université. Le premier coup porté à l'intransigeance gouvernementale et à mettre entièrement au compte de la lutte déterminée des étudiants et des universitaires et traduit l'isolement et la situation de difficulté où se trouve le gouvernement. L'ensemble de ces faits nous conforte dans l'idée qu'il est possible de gagner, de faire déboucher notre lutte vers une issue victorieuse, de contraindre le gouvernement à la satisfaction de nos revendications.

Pour ce faire la coordination nationale réunie à Censier(...)

1) Appelle l'ensemble des étudiants à faire du 1^{er} mai une nouvelle grande étape de la lutte, en en faisant une grande journée,

nationale de manifestations en convergence avec les enseignants, les lycéens, les collégiens, la jeunesse travailleuse, les travailleurs en lutte. L'ouverture de négociations véritables entre les représentants qualifiés des étudiants et le secrétariat d'Etat aux Universités, notamment dans le cadre de la convocation immédiate du CNESER seul organisme élu et représentatif(...)

3) La coordination nationale appelle l'ensemble des étudiants à exiger les garanties de la délivrance de leur diplôme, afin de ne pas faire cadeau de leur année universitaire au gouvernement. Pour ce faire, elle les appelle à discuter faculté par faculté, avec les enseignants et les personnels administratifs de l'aménagement des programmes et des calendriers d'examens.

4) Elle appelle les étudiants à venir en masse sur les lieux des universités.

-pour décider de la poursuite de la lutte sous toutes les formes qu'ils détermineront démocratiquement, faculté par faculté et qui permettent de conserver à l'action son caractère massif, uni et responsable, seul garant de son efficacité, -pour préparer activement la manifestation du 1^{er} mai

L'ORDRE A CLIGNANCOURT

Hier, 29 avril, au Centre Universitaire Clignancourt à Paris. Son président ne dédaigne pas l'extrême-droite et aime recourir à la matraque. Plusieurs fois depuis le début de la grève le centre a été fermé. Dernièrement, depuis le 21 avril. La réouverture était annoncée subrepticement le 28 avril au soir. Nombre d'étudiants l'apprennent par la radio. Huit heures, hier matin. Trois cars de flics veillent non loin de là. Des vigiles partout. Qui contrôlent vos cartes d'étudiants, fouillent vos sacs, recherchant visiblement des tracts. Une fois passé ce barrage, l'on tombe, libéralisme oblige, sur une diffusion par des fascistes de tracts d'un comité, évidemment « apolitique », pour la reprise des cours. Ces messieurs ont évidemment le droit de cité.

A dix heures et demi, près de 200 étudiants grévistes décident de tenir avec quelques enseignants une commission sur les examens. Avant, ils étaient venus troubler les quelques cours qui se tenaient

avec une assistance très réduite. Quelques vigiles ne les lâchaient pas d'une semelle. Pour se réunir, il faut une pièce. Mais à Clignancourt, les grévistes n'ont pas les mêmes libertés que les fascistes : une quarantaine de vigiles excités bloquaient l'entrée de la salle. Décision alors, de se réunir dans le hall. Immédiatement, une voix anonyme lance par les haut-parleurs intérieurs : « ne gênez pas le passage ». Les escaliers sont libres. La réunion veut continuer. Un commandant de CRS se ramène alors. Un habitué des vidages de Clignancourt. Somentations. Puis quelques rangs de flics en képi pénètrent dans la faculté, talonnés par les CRS. Coups de pied, dégagement à la matraque, pincements ricaneurs des filles... A midi, le hall est propre ; fascistes, vigiles et administration trônent. Les enseignants, dont les noms ont été relevés par la direction, et les étudiants de grève, fermement décidés à imposer la tenue d'une assemblée générale dans le centre.

● RADIO FACS

Paris-Dauphine : fermeture de la fac le 28 avril, après qu'un vote en AG ait décidé d'empêcher le référendum sur la reprise des cours organisé par l'administration. Orsay : forum des luttes aujourd'hui, avec débats et films de ciné-lutte. Clermont : 400 étudiants ont manifesté le 28 avril devant la propriété familiale de Giscard. Rennes : manifestation régionale hier. Anti-grévistes : ils étaient 200 le 28 avril avec entre autre comme mot d'ordre, « Les gauchistes dans les stades ». Ecole d'arts : coordination des étudiants en Arts plastiques de Paris, aujourd'hui à 18 heures aux Beaux-arts. Bordeaux : fête forum le 28 avril avec 3 000 étudiants dans des débats, sur les paysans, les femmes, la justice, la psychiatrie... L'UNEF brillait par son absence. Toulouse : 1500 personnes à l'AG du Mirail le 28 avril, occupation du conseil d'université et vote d'une motion condamnant les déclarations de René Maurice « bradant les revendications ». Paris-Charles V : l'institut d'anglais organise aujourd'hui une convention sur la crise universitaire et le chômage. Elle est organisée par des enseignants, et

réunira également les étudiants, les union locales syndicales. Clignancourt : nouveau vidage des étudiants qui voulaient se réunir hier après-midi, et plus brutalement cette fois par les CRS. Assas : dans cette faculté parisienne normalisée par les fascistes, une quarantaine d'étudiants à l'initiative du comité de lutte qui regroupe les interdits de séjour par décret du GUD, ont réussi hier à distribuer des tracts dénonçant la terreur et s'opposant à la réforme. Dix nazillons ont ameuté tous les rats avec leur matériel. Les étudiants se sont mis en chaîne pour riposter. Des cris « fascistes dehors » fusaient, les encourageant. Les vigiles, peu réputés pour défendre les libertés démocratiques, ont tenté de les protéger des barres de fer des fascistes. Goldman, président de Paris 2 menace de démissionner. Trois étudiants tabassés ont dû être hospitalisés. Néanmoins l'initiative fut un succès. Le comité de lutte convoque une assemblée générale des étudiants, au Panthéon, le 3 mai, à 12 heures. Elle sera protégée par un service d'ordre étudiant.

SIX HEURES CONTRE L'INSPECTION

Six heures contre l'inspection, mercredi 28 avril à Paris, à l'appel du Comité de soutien à Papinsky. Plus de cent enseignants, instituteurs et lycéens sont venus débattre de la répression dans l'enseignement, de la sexualité à l'école et des cas précis de sanctions lors d'inspection. Huit cas récents ont été recensés.

Outre des représentants du mouvement Freinet, étaient présents Annie Le Gravellec, Jean-Pierre Blache et Jacques Papinsky, tous trois exclus de l'enseignement à la suite d'inspections. L'inspection, le plus souvent, c'est une ou deux heures de cours très différents de l'habitude, où le professeur face à l'inspecteur avale la moitié de son cours, reste sérieux, n'élève la voix contre personne, devient pâle... Les élèves, si le prof ne leur est pas trop antipathique, font ce qu'ils peuvent et deviennent sages comme des images.

C'est lors de cette parodie de cours, qu'est noté le travail d'un enseignant, s'il a une bonne note, il sera maintenu dans l'établissement, il peut être augmenté ou titularisé... sinon il peut aller jusqu'à perdre sa place. J-P. Blache a eu une mauvaise note parce qu'il faisait étudier longuement l'herbe bleue, un livre bien moral pourtant, sur la drogue. Les ennuis de A. Le Gravellec ont commencé parce qu'elle faisait étudier un poème de Prévert. Papinsky, professeur d'anglais, a perdu son poste sur le rapport d'un inspecteur non angliciste. Pour avoir écrit un pamphlet contre l'inspection, le Boui Boui, il a été radié de l'E.N. et interdit d'enseigner pour « calomnies, diffamation et menaces de mort » ! Après sa longue grève de la faim, il fait aujourd'hui un tour de France qui l'amène dans les lycées et les facultés avec un public massif. Il revenait d'un amphi de 600 étudiants à Villetaneuse... il sera le 3 mai à Martignes, les 4 et 5 à Marseille, 5 au 7 à Lyon.

Sur son cas l'administration a déjà à demi-reculé : annistie du pamphlet et levée de l'interdiction d'enseigner, elle lui envoie mêmes des offres d'auxiliaire auroc. Un recul complet serait un exemple pour tous les enseignants soumis à l'inspection.

LES COMMUNAUTÉS NOUS INTERPELLENT...

Dans pratiquement tous les pays capitalistes avancés, le mouvement des communautés n'a cessé de se développer sur le terreau de la crise. Aux Etats-Unis d'abord, en Europe ensuite. La crise ne se résume pas à la décadence d'une classe ou à l'enrayement des rapports de production. Elle est crise de la vie quotidienne aussi. Crise de l'individu, de la famille, de la vie à la ville, du travail... Ce qui donne une telle force et une telle actualité au thème : « changer la vie ».

C'est de ce point de vue qu'il faut analyser le développement du mouvement des communautés. Ges débats sur le thème « faut-il vivre en communauté ou non ? » comme s'il

était question d'entrer en religion, ou encore : « communautés contre militantisme » sont passablement stériles. L'essentiel n'est-il pas que le mouvement communautaire exprime un courant social des profondeurs, la recherche de nouvelles formes de vie collectives, dans un sens fondamentalement prospectif quelques soient par ailleurs les impasses ou les naïvetés de l'idéologie communautaire ? C'est pourquoi nous avons préféré aborder pour la première fois ce problème dans Rouge en restituant l'expérience plutôt qu'en assénant un point de vue de Sirius détaché. Le mouvement communautaire nous interpelle tous.

A.B.

Entretien avec Patrick DEMERIN auteur du livre « Communautés socialistes à Berlin OUEST ».

Penses-tu que l'éclosion du mouvement communautaire à Berlin soit à mettre en rapport avec un échec politique du mouvement étudiant berlinois à la fin des années soixante ?

Je ne sais pas si on peut parler d'un « échec politique » du mouvement étudiant. En fait, le mouvement n'avait pas de perspectives politiques bien précises. Son caractère était plutôt « négatif » dans le sens qu'il niait la société allemande du miracle économique. Sa politisation ne bénéficiait pas de la présence de solides traditions ouvrières comme en France par exemple. Il était donc avant tout une révolte ; parti d'une révolte contre la bombe atomique, passant par la prise de conscience de l'impérialisme à travers la lutte du peuple vietnamien et en général des peuples du tiers-monde, il a débouché brusquement sur une critique de toute la société ouest-allemande et cette critique, radicale parce qu'elle venait dans le vide politique le plus complet, a englobé d'un coup un tas de domaines : l'éducation répressive, la justice, la consommation et bien sûr la petite famille. Pour le côté plus directement politique, l'assassinat d'Ohnesorg et la tentative d'assassinat sur Dutschke ont marqué la fin du mouvement sous sa forme de révolte spontanée, parce que le mouvement n'était pas près à ça. Les communes ont été en fait une partie constitutive du mouvement, car, je le répète, c'était ça la force politique du mouvement, toutes ces actions à la fois différentes et complémentaires par leur radicalisme.

Le mouvement communautaire a-t-il un impact sur la jeunesse préouvrière en RFA et à Berlin ?

On peut parler certainement d'un impact. Mais il faut aussi être modeste ! Il est certain que les collectifs dont je viens de parler doivent beaucoup aux « pionniers » du mouvement communautaire. Ces groupes s'efforcent d'ailleurs d'avoir une action de quartier sur les autres jeunes ouvriers qui soit efficace. Par ailleurs, s'il n'existe guère de communautés entièrement composées de jeunes travailleurs, mis à part trois ou quatre collectifs, par contre on a vu se développer depuis six ou sept ans les communautés mélangées, composées à la fois d'étudiants et de travailleurs. Il existe aussi un certain nombre de foyers de loisirs plus ou moins autogérés et qui découlent certainement des premières initiatives communautaires. Mais, malheureusement, la grande masse des travailleurs, jeunes comme vieux, continue de lire tous les matins le BILD de Springer, dans le métro, pendant la pause. Et ça donne la chose suivante : on peut très bien trouver un jeune qui te dit que les types ont raison de prendre en main leurs affaires et de faire de l'autogestion, et, en même temps qui te dit tout net que s'ils ne sont pas contents avec le système ils n'ont qu'à aller voir de l'autre côté du Mur !

Comment joue le rapport entre crise de la famille et essor du mouvement communautaire ? Existe-t-il des formes distinctes de la crise de la famille bourgeoise, de la famille ouvrière, toujours en Allemagne ?

C'est la critique de la petite cellule familiale dans sa fonction de transmettrice des structures autoritaires et hiérarchiques qui est à l'origine du mouvement communautaire. Ce qu'il faut bien voir, c'est qu'un tas de jeunes viennent à Berlin et pour un tas de raisons : ambiance étouffante dans le milieu familial et besoin de se réfugier sur cette « île politique », refus de faire le service militaire (on en est exempté quand on a un passeport berlinois), attirance de la grande ville. Beaucoup de jeunes quittent un milieu familial qui ne fonctionne plus, et alors ils se regroupent ensemble en communautés. Ce n'est même pas eux qui détruisent la famille mais c'est le système capitaliste et les conditions de logement ou de vie dans ce système.

Il y a bien sûr des formes différentes de cette crise selon que l'on est dans une famille bourgeoise ou ouvrière. La crise de la famille ouvrière existe depuis toujours. Elle est liée à des conditions de travail déplorables et au chômage. Dans la famille bourgeoise, où les conditions d'existence sont plus stables, la crise est liée à d'autres facteurs, comme la mésestime des parents, par exemple, et elle s'exprime différemment ; elle est aussi plus récente historiquement et les jeunes s'éloignent moins facilement de la famille. En Allemagne, les étudiants de 1967 refusaient aussi dans la famille toute une génération compromise dans l'aventure nazie et plus encline au mutisme qu'à l'explication de ce passé.

En France, le thème « changer la vie » a souvent été brandi après 68 comme un étendard contre une certaine conception de la pratique politique révolutionnaire, voire contre cette politique tout court. Cette opposition te semble-t-elle inéluctable ou le produit de conditions historiques spécifiques ? Les organisations révolutionnaires portent-elles une responsabilité dans le développement de cet antagonisme ?

J'ai peur que les deux positions dont vous parlez ne soient en fait complètement antagonistes, du moins tant que les partis prétendent à diriger le mouvement social et à prendre le pouvoir politique, ce qui implique, d'une part, toute une tactique et,

J'ai peur que les deux positions dont vous parlez ne soient en fait complètement antagonistes, du moins tant que les partis prétendent à diriger le mouvement social et à prendre le pouvoir politique, ce qui implique, d'une part, toute une tactique et, d'autre part, une concentration intellectuelle et militante sur les seuls points de la prise du pouvoir. Il faudrait arriver à une situation comme

en mai 68, où certains disaient que le pouvoir n'était même plus à prendre, mais à ramasser ! Pour moi, je pense qu'une convergence des deux positions est nécessaire, mais il serait faux de croire que celle-ci nécessite seulement la prise de connaissance de la partie « adverse ». En fait, elle implique une remise en question par certaines organisations révolutionnaires de leurs positions politiques aussi bien que, simultanément, une politisation du mouvement regroupé autour de l'idée de « changer la vie ».

Alors, en Allemagne, à Berlin, j'ai bien vu une interpénétration des deux courants. Mais cette interpénétration ne passe pas par les partis politiques. Elle est le fait de gens inorganisés, du moins pas organisés en partis. Ce sont par exemple les gens organisés autour du journal « Der Lange Marsch » (La longue marche) ou du Bureau socialiste d'Offenbach, près de Francfort, ce sont les groupes de quartier, les collectifs, les initiatives de citoyens qui ont par exemple pris en charge toute l'affaire de Why!, de l'autre côté du Rhin en face de Fesselheim, où une centrale atomique est prévue.

Je crois que si, en Allemagne, on ne retrouve pas tellement cet antagonisme, cela tient à la perte des traditions révolutionnaires après la guerre, surtout à l'absence d'un mouvement ouvrier et intellectuel solidement structuré dans deux ou trois grands partis de gauche et encadré dans des syndicats anti-capitalistes. En 1945, au lendemain de la guerre, et c'était là tout le sens du mouvement étudiant des années soixante, il a fallu tout recommencer à zéro, et sur le plan politique aussi. C'est pourquoi la critique du système a été beaucoup plus radicale d'un coup et a tout de suite assimilé à la fois la lutte politique et la remise en question de la hiérarchie et de l'autoritarisme.

Le socialisme, est-ce la généralisation de l'expérience communautaire ? Comment le rapport crise-dépérissement de la famille/éclosion de nouvelles formes de vie collective te semble-t-il jouer dans une société de transition ?

Il faut sans doute renverser la question pour y répondre : on peut dire simplement que les gens essaient de réaliser dans les communautés leur conception du socialisme. Ils pensent qu'ils réalisent une partie du socialisme : vie collective, connaissance de soi-même et de ses besoins, on apprend à se défaire du comportement petit-bourgeois du consommateur forcé. Je pense aussi que, si les communautés et les collectifs sont une partie intégrante du socialisme, ils sont aussi nécessaires dans une société de transition : on y apprend ensemble une conduite collective, à s'entraider et à se défendre de manière solidaire contre les attaques du système.

MICHEL SUICIDE DE LA SOCIÉTÉ

● L'acte calme, lucide d'un garçon de 18 ans qui n'espère plus et prend congé...

Un garçon de 18 ans, Michel Franchy, élève au lycée agricole de Magny-cours, près de Nevers, s'est suicidé. Ses camarades ont fait parvenir à la presse la « dernière parole » qu'il leur a adressée et ils expliquent :

« Michel vivait conscient des problèmes qui accablent notre vie quotidienne et qui font de l'avenir une incertitude pour tous ceux qui, comme lui, ont besoin d'un autre monde, d'un monde enfin humain. Sa prise de conscience politique, sa lucidité ont aussi contribué à luter contre la médiocrité des citoyens-moutons qui l'entouraient. Sa révolte l'a conduit jusqu'à sa « dernière parole » comme il nous l'écrit. Dernière parole contre M^r Gueit, directeur du lycée, plus près de l'alcool et du Rotary que de ces fonctions et qui a aujourd'hui deux suicides sur ce qu'on pourrait appeler sa conscience (Sylvie, autre élève du lycée, s'est suicidée en 72) ».

Accusations proférées à la légère, excessives ? La dernière parole de Michel est mille fois plus violente encore. Elle incrimine un directeur « ordurier, criminel de qualité, raciste, ivrogne, intolérant, donc dangereux » et n'épargne pas non plus ses « complices » de l'administration. « Fermez ce lycée pour toujours, ainsi que tous ceux qui connaissent le même sort... » Violence qui rebondit contre la famille, la religion, la justice et la bonne conscience du monde entier : « Je renie ma famille depuis bientôt quatre ans. Mais le problème c'est que cette famille ne me renie pas... J'interdis à toute ma famille à prendre part à mon enterrement... Je veux être enterré (ou brûlé, peu importe, civilement... J'interdis tout membre de l'église à cette promenade champêtre... Il n'y a pas de dieu, pas de hasard, pas de justice ».

Le suicide de Michel nous transit parce qu'il n'est pas un acte de désespoir. Acte calme, lucide d'un garçon qui

simplement n'espère plus et prend congé :

« pour moi, le suicide est une aspiration profonde, et même plus : il est mon but. Se suicider, c'est avouer, comme le disait Camus, que l'on a pas pu surmonter les agressions de la vie de tous les jours ». Il s'adresse à ses camarades et ne les épargne pas :

« Vous avez fermé les yeux depuis l'ouverture de cet établissement. Non, vous n'êtes pas complices de Gueit qui se fait votre complice... Ne vous lamentez pas sur mon sort, remballez vos sentiments, aussi sincères soient-ils ; à quoi bon travailler sur un cadavre, tournez vous davantage sur ce qui vit encore ».

L'appel a trappé les camarades de Michel en plein visage. Dans leur lettre à la presse, ils écrivent :

« En tant que journalistes vous avez la responsabilité d'apprendre à tous ceux qui ne le savent pas encore que nous glissons vers un fascisme climatisé, légal, où la vie pour ceux qui ont 18 ans est une machine qui les broie s'ils ne correspondent pas à un modèle standard de nos sociétés dites permissives. Combien sont-ils ceux qui feront comme Sylvie ou Michel ? Certes le monde continuera de tourner, mais comment ? Les médiocres diront « c'est la vie : nous répondrons : « c'est notre vie »... Ne soyez pas complices par votre silence de tous les flics qui nous surveillent à Nevers, de tous ces profs qui ne sont que de simples fonctionnaires, de tous les fascistes qui ont le pouvoir ».

Il y a quelques jours, une dépêche nous apprenait que le suicide est la première cause de mortalité chez les jeunes français âgés de 17 à 20 ans. Et un professeur Pichot commentait : « la lutte contre cette autodestruction est aussi importante que la lutte contre d'autres phénomènes sociaux anormaux ». Anormaux ? C'est notre vie qui est anormale a répondu Michel Franchy.



1^{er} MAI : OUI LES SOLDATS SERONT DANS LA RUE

A l'appel d'une vingtaine de comités, les soldats, marins et aviateurs seront dans la rue ce 1^{er} mai, aux côtés du mouvement ouvrier. En cela ils ne feront que suivre une tradition établie depuis maintenant plusieurs années. Cette participation prend néanmoins cette année un relief particulier

L'offensive frontale lancée fin novembre contre les comités de soldats pouvait laisser craindre le pire. Les gigantesques moyens répressifs mobilisés contre un mouvement de lutte encore très jeune, astreint bien malgré lui à une activité clandestine précaire auraient pu, et tel était l'objectif du pouvoir, briser la combativité organisée des soldats.

De fait Chirac, Bourges, Bigeard ont orchestré une répression de très grand style. Le juge Gallut s'est déchainé. Il se déchainé encore. Plus de cinquante camarades, soldats ou civils ont été inculpés dans le cadre de l'enquête menée par la Cour de Sûreté de l'Etat. Des dizaines et des dizaines d'appelés croupissent dans les prisons militaires. S'il a bien fallu relâcher tous les inculpés civils, la répression à l'intérieur des casernes, loin de s'atténuer, s'est au contraire largement développée.

Et pourtant... la carte ci-contre est parlante. Le mouvement des soldats est aujourd'hui aussi implanté, aussi combatif qu'à la veille de la grande vague répressive. Des comités ont été démentelés.

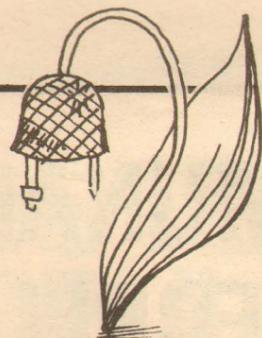
D'autres se sont reconstitués. Dans les mêmes casernes, dans d'autres.

La SM déchainée, les jours d'arrêts, les mutations disciplinaires, les mesures d'intimidation et de chantage ne peuvent rien contre un mouvement aussi profondément enraciné dans les profondeurs du contingent, qui gagne de plus en plus les petits engagés, qui s'attire les sympathies de nombre de cadres subalternes.

Le mouvement des soldats ne fait pas que durer. Il progresse. Des plate-formes revendicatives circulent, sont discutées dans des coordinations. Tous les aspects de l'oppression militaire sont passés au crible. Des cahiers de revendications

sont établis, des dossiers, par exemple sur les « accidents », sont constitués. Plus que jamais la construction d'un syndicat de soldats lié aux organisations de la classe ouvrière est à l'ordre du jour.

Cette extraordinaire combativité doit trouver le relais avec le mouvement ouvrier organisé. Cette volonté de jonction centrale, la présence des soldats dans le cortège du 1^{er} mai l'atteste. Au même titre que les multiples contacts qui se nouent localement entre les comités, les sections syndicales, les UL, les UD. Cette trame serrée de solidarité militante qui se reconstitue autour de la lutte des soldats est un fait irréversible, un acquis que la répression ne saurait sérieusement entamer.



l'homme des casernes

LIBEREZ ALAIN LAMOTTE

Alain Lamotte, insoumis, qui poursuit depuis le 7 avril une grève de la faim à la prison de Metz, vient d'être transféré à l'infirmerie.

80 collègues de son lycée viennent d'envoyer au juge la lettre suivante :

« En tant que collègues d'Alain Lamotte, nous tenons :

- à dénoncer la procédure (emprisonnement, impossibilité de recevoir des visites autres que celles de sa famille, arbitraire du jugement) par laquelle vous répondez à l'engagement d'insoumission qu'il a décidé de prendre ;

- à souligner qu'il mène et qu'il mènera une grève de la faim pour défendre ses propres libertés au péril de sa santé et peut-être de sa vie ;

- à proclamer l'utilité d'exercer le métier de professeur et l'inutilité d'un emprisonnement long et regrettable ;

- à vous exprimer notre désir de voir rapidement des mesures prises en vue d'améliorer sa situation actuelle.

UNE SERIE NOIRE DE 18 MORTS : QUI EST COUPABLE ?

Répondant à une question d'actualité posée à l'Assemblée nationale, Bigeard a déploré la série noire d'accidents qui frappe actuellement plusieurs unités militaires (18 morts en 15 jours). Voilà qui fera bien plaisir aux bidasses. Ils préféreraient néanmoins, par delà les états d'âme du sinistre Marcel, que les conditions de sécurité élémentaires ne soient pas systématiquement bafouées, que les enquêtes menées après les accidents et chargées d'établir les responsabilités soient menées à bien non par des militaires, mais par des civils et tout particulièrement des représentants des organisations ouvrières. Tant qu'on n'en sera pas là, les « séries noires » de Marcel ne seront que du mauvais roman.

Des appelés nous écrivent L'INCITATION AU VIOL : UNE VALEUR SURE DE L'INSTITUTION MILITAIRE

Il y a peu de temps, Françoise Giroud a sévèrement critiqué les déclarations que le général Bigeard a jugé bon de faire à propos d'Arlette Laguiller. Mais les propos du secrétaire d'Etat à la défense sont peu de choses à côté de ce qui se fait quotidiennement dans certains régiments.

Appelés au 10^e régiment de Génie stationné à Spire (RFA), nous voudrions apporter notre témoignage sur l'attitude de certains cadres de la Compagnie d'instruction (11^e Compagnie). Il est de tradition dans certaines unités de ponctuer la vie militaire de hurlements collectifs, on exige des soldats qu'ils crient en rompant les rangs... Ainsi à la 11^e Compagnie de notre régiment, les appelés de la 75/04 sont contraints, avant de rompre les rangs, de hurler cet étrange dialogue :
« Le cadre : le sport ? - Les sapeurs : c'est bien ! - Le cadre : les femmes ? - Les sapeurs : c'est mieux ! - Le cadre : comment ? - Les sapeurs : à poil ! - Le cadre : pour qui ? - Les sapeurs : pour nous ! »

On peut se demander comment il est possible de parler sérieusement de la revalorisation de la condition féminine, si au même moment, on laisse les cadres d'une institution âprement défendue par le gouvernement, donner, sous couvert d'instruction militaire, une telle image de la femme.

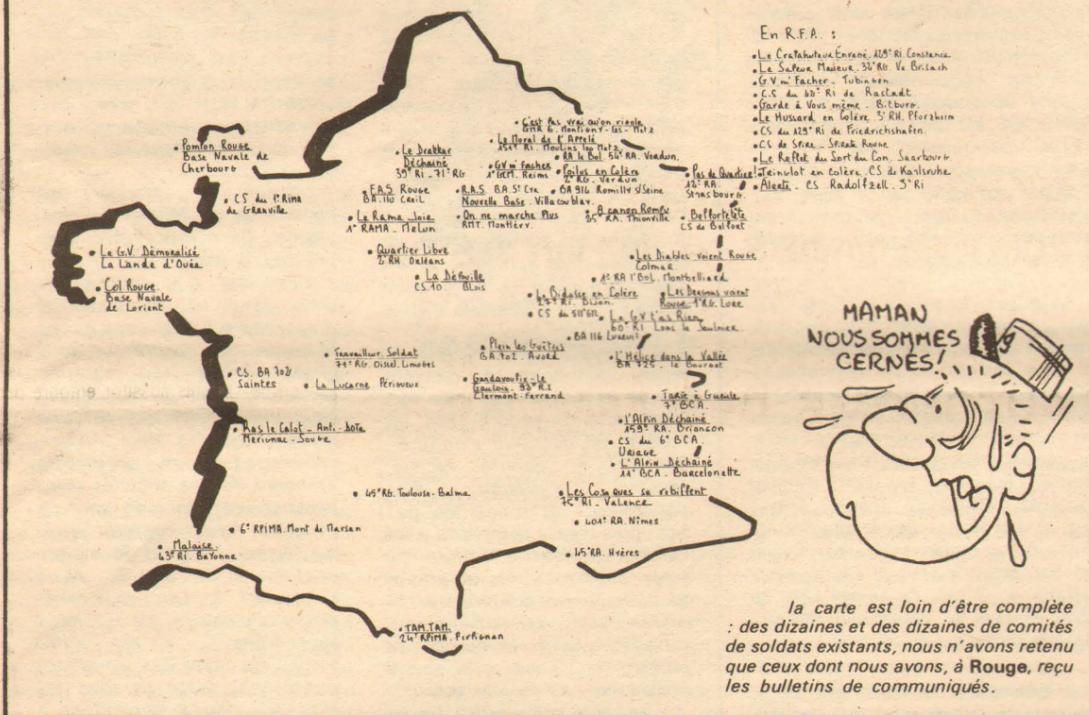
Il y a plus grave ; comment s'étonner, après de telles incitations que le viol devienne une pratique courante en temps de conflit. Les guerres d'Algérie et d'Indochine ont montré combien le viol, « vieille tradition militaire », pouvait facilement être remis à jour.

Enfin, on est en droit de se demander en quoi de telles pratiques sont utiles à la formation militaire des appelés du contingent.

A moins que l'abaissement de la femme au rôle du simple objet sexuel et l'incitation au viol soient quelques unes de ces « valeurs saines » que doit transmettre l'armée.

Deux appelés du 10^e RG

LA CARTE DE LA « SUBVERSION »



la carte est loin d'être complète : des dizaines et des dizaines de comités de soldats existants, nous n'avons retenu que ceux dont nous avons, à Rouge, reçu les bulletins de communiqués.

justice

LA LIBERTE IMMEDIATE DE ROLAND AGRET EST POSSIBLE

« Je souhaite vivement que les décisions qui doivent être prises interviennent au plus tôt en tenant compte de tous les éléments du dossier » a déclaré Georges Marchais en réponse à la récente lettre de Roland Agret aux responsables des partis de gauche. « A mon sens, y expliquait Roland, les personnalités habilitées par la loi à prendre des décisions en ce qui me concerne ne peuvent plus prétendre parler au nom du peuple français (...). Il faut, parce que la justice ne saurait se tromper, parce que les intérêts qui sont en jeu doivent être sauvegardés, il faut que j'accepte la décision qui a fait de moi un coupable. Que l'on sache que je ne peux l'accepter (...). En conséquence et de façon purement symbolique, je dépose entre vos mains une demande de grâce, devant l'intolérable attitude qui n'a pour but que de garantir une odieuse machination ».

Cette démarche symbolique appelait autre chose qu'une réponse en forme de vœu pieu. Marchais le sait bien. Depuis plusieurs jours l'Humanité dénonce les manœuvres du pouvoir qui manifestement, refuse de rouvrir vraiment le dossier Agret pour protéger les agissements du SAC et des branches parallèles.

Roland situe pourtant bien l'enjeu de la bataille actuelle. Il sait que rien n'est joué en ce qui concerne la ré-

sion de son procès. La machine judiciaire, faite pour fabriquer des coupables et non pour rectifier ses erreurs, peut enterrer autant qu'elle le veut le dossier Agret. Nul délai n'est imposé aux magistrats de la Cour de cassation pour statuer.

Cette passation du dossier en Cour de cassation, a été obtenue par la grève de la faim désespérée de Roland, non par le fonctionnement « normal » de l'institution judiciaire. Le jeu procédurier que peut organiser la Cour de cassation n'offre donc pas plus de garantie. Roland le sait, et c'est pour cela qu'il persiste dans sa grève de la faim. Rien ne peut le satisfaire, qu'une mise en liberté immédiate. Elle est parfaitement possible, par décision des magistrats de la Cour de cassation. Outre les possibilités qu'offre l'article 624 du code de procédure pénale : « Roland Agret donne toute garantie de présentation. Il n'est pas comme une certaine presse a pu l'écrire un « repris de justice » (...) Au cours de l'instruction préalable il avait été mis en liberté par le magistrat instructeur. Il s'est présenté librement et spontanément devant la Cour d'assises pour être jugé. La suspension de peine ne serait donc que le retour au statut quo ante ». Mais la justice oublie volontiers ses possibilités quand cela arrange le pouvoir dont elle est comme on sait tellement « indépen-

dante ». Il faut donc l'y contraindre. C'est en cela que la responsabilité des organisations ouvrières auxquelles Roland fait appel est écrasante. Toute dérobade de leur part oblige Roland à durcir sa position, à refuser alimentation et soins... ou à capituler. Il suspendra sa grève de la faim le jour ou la Chambre criminelle de la Cour de cassation statuera sur son sort, afin de démentir une fois de plus l'accusation de « chantage » que l'on fait peser sur son action. Sa confiance en la justice de son pays s'arrête là. La nôtre ?

L'exemplaire combat que mène Roland, s'il aboutissait à la mise en liberté et à la révision de son procès mettrait immédiatement en cause le sort de centaines et de centaines de détenus, eux aussi condamnés dans des conditions scandaleuses. C'est l'ensemble de cette machine judiciaire, faite pour broyer les hommes et non pour rendre justice qu'il faut mettre en accusation. Avec Roland Agret.

J.-F.V

Les comités qui se battent pour Roland Agret ont besoin de fric. Il faut les soutenir financièrement : adresser les versements au CCP 1904-22-L. Mme d'Argeme. La Criée 39 allées Jean Gambetta 13001 Marseille

les temps modernes

DEUX SYNDICATS DE MEDECINS CONTRE UN ORDRE DECONSIDERE ET REACTIONNAIRE...

L'Union des syndicats de médecins des centres de santé proteste contre les sanctions prises par l'Ordre contre les médecins qui ont refusé de payer leurs cotisations et estime « inadmissible que l'Ordre puisse être à la fois juge et partie, lui permettant ainsi de rendre un jugement d'interdiction d'exercer, alors que les médecins visés n'ont commis aucune faute professionnelle, ni aucun acte déshonorant ». Considérant que l'Ordre est une fois de plus déconsidéré aux yeux de l'opinion publique, l'Union apporte son soutien à tous les praticiens victimes de la répression ordinaire.

Le syndicat national des psychiatres en formation affirme que les dernières mesures « à l'encontre des médecins refusant de payer leurs cotisations, s'inscrivent dans le cadre de la politique réactionnaire de l'Ordre menée depuis sa création en 1942. (...) Il réclame la dissolution du Conseil de l'Ordre et se déclare solidaire de toute action jllant dans ce sens. »



LE 1^{er} MAI DES FEMMES

Le 6 mars, à l'occasion de la journée internationale de lutte, de fête des femmes, 3 000 femmes manifestaient faisant la démonstration du dynamisme du mouvement, de son développement. Le mouvement de femmes a multiplié, diversifié cette année ses axes de lutte : lutte contre le chômage qui frappe prioritairement les femmes et contre la discrimination des femmes au travail ; lutte pour l'avortement libre et remboursé, en hôpital, dans de bonnes conditions matérielles et psychologiques, pour toutes, et contre la répression qui frappe les militantes du MLAC à Aix alors même que la loi n'est pas appliquée ; lutte contre le viol, lutte contre les foyers prisons, lutte contre le sexisme à l'école...

C'est sur ces thèmes que le mouvement des femmes manifestera le 1^{er} Mai. Les mots d'ordre, les chansons ont été préparées collectivement dans le cadre de la coordination des groupes. La présence du mouvement de femmes dans le cortège affirmera à la fois que c'est aux femmes de prendre leurs luttes en main et que le combat contre leur oppression et leur exploitation est l'affaire du mouvement ouvrier tout entier. Des membres de la coordination rencontraient hier la CGT et la CFDT pour discuter de la place du cortège du mouvement dans la manifestation syndicale.

Rendez-vous à 14 heures demain, place Sully Morland.

AVORTEMENT :

LA LOI N'A (PRESQUE) RIEN CHANGE !

Les conseillères animatrices du Planning familial dans les Yvelines ont envoyé une lettre ouverte à Mme Veil pour l'alerter sur la non-application de la loi concernant les interruptions volontaires de grossesse dans le département : depuis le vote de la loi, le Planning a noté 1 200 demandes d'interruption volontaire de grossesse dans le département. Or, dans la région, les hôpitaux de Versailles, St-Germain en Laye, Mantes, Meulan, Rambouillet refusent de pratiquer les interruptions de grossesse et dans la plupart des cas renvoient les femmes, soit au Planning, soit à des cliniques privées. Seul l'hôpital de Poissy accepte un nombre limité d'interruptions de grossesse.

Quant à la contraception, information et diffusion de produits contraceptifs sont tout à fait réduites. Un seul centre à Trappes offre la gratuité de contraception aux mineures.

La lettre ouverte des conseillères du Planning est une preuve supplémentaire du sabotage de la loi déjà insatisfaisante sur l'interruption de grossesse. L'avortement reste encore impossible en hôpital pour les femmes travailleuses, sans parler des mineures ni des femmes immigrées.

Les femmes continuent de lutter pour l'avortement en hôpital dans de bonnes conditions, sur libre demande et remboursé par la Sécurité sociale.

Cela sera un des mots d'ordre du cortège du mouvement des femmes le 1^{er} Mai.



NANTES

12 travailleuses en procès

L'usine Tréfinmétaux, dans la région nantaise : des salaires de 1 500 F par mois, des accidents du travail et un patron de choc. En avril 75, à l'issue d'une lutte de plusieurs semaines, le patron adresse une lettre de chantage et des menaces aux travailleurs et aux travailleuses. A l'appel de la CGT, ceux et celles-ci envahissent son bureau et le retiennent. Il cède sur quelques revendications essentielles (suppression des catégories de manœuvre ordinaire et manœuvre de force) et le travail reprend ; mais, quelques semaines plus tard, douze femmes reçoivent la visite des gendarmes. La direction s'est portée partie civile contre elles. Motif : séquestration ! Du 2 au 9 mars, ces femmes ont comparu individuellement devant le Juge d'instruction. Leur procès se tiendra le 17 juin à St-Nazaire. La CGT appelle à la mobilisation contre ce procès. Une pétition circule, exigeant l'arrêt immédiat des poursuites contre les douze travailleuses de Tréfinmétaux.

d'après Quest-Informations

les temps modernes

LES HOMOSEXUELS SALISSENT ?

Une délégation du GLF (Groupe des lesbiennes féministes) et du GLH (Groupe de libération homosexuelle) a déposé une gerbe au mémorial de la Déportation en l'honneur des déportés pour homosexualité, à 11 h 45 le 25 avril 1976.

Vers 14 h 15, une personne se présentant comme responsable d'une association de déportés a détruit la gerbe en prétendant qu'elle salissait la mémoire des millions de martyrs du nazisme.

Une plainte a été déposée par la délégation du GLF et du GLH à laquelle s'étaient jointes quelques personnes présentes dans la crypte, indignées par l'acte de cet individu.

Les réactions des déportés présents étaient partagées. Il est inquiétant que même des personnes qui ont tant souffert des discriminations raciales, politiques ou sexuelles, reproduisent trente ans après le comportement de leurs bourreaux.

GLF/Les groupes de base du GLH

« JOUE UN AIR POUR LE FASCISME »

En rentrant chez moi, un dimanche matin, vers 2 h 30, je suis interpellé par un groupe d'hommes, dont certains sont casqués. L'un d'entre eux me demande de jouer sur ma guitare un air pour le fascisme. Comme je réponds que je ne sais pas bien ce que c'est, il se met devant moi, me donne un coup de poing dans l'estomac et me dit qu'il va me montrer ce qu'est le fascisme. Je suis aussitôt entouré par tous les autres et ils me forcent à coller des affiches pour « le festival du cinéma de droite », signées par le PFN. Au moment de partir, ils me forcent à faire le salut fasciste « pour le Duce ».

Je rentre chez moi, mais trop bouleversé par ce qui vient de se passer, je ressors au bout d'un quart d'heure et vais regarder ces fameuses affiches. Je ne puis résister à l'envie de les arracher, quand j'entends derrière moi : « Qu'est-ce que tu fais ? », je me rume recois un violent coup sur la tête. Je tombe sur le sol, sans connaissance. Une fois relevé, je suis resté 1/2 heure sans mémoire.

J'ai pu retenir le N° d'immatriculation d'une Volkswagen blanche leur appartenant : 1966 DF 94

L.P.

ROYER BIS SEQUESTRE !

Mercredi en début d'après-midi 35 éducateurs en formation de l'Ecole d'éducateurs d'Olivet (Orléans) ont occupé le bureau de leur directeur, M. Royer. L'occupation s'est prolongée toute la nuit, le directeur étant pendant tout ce temps « retenu » dans son bureau.

Les éducateurs en formation exigeaient la satisfaction de deux revendications. L'une concernant les modalités d'évaluation de leur travail à la veille du diplôme. L'autre portant sur la suppression d'une semaine de travail supplémentaire voulue par la direction en « rattrapage » d'une semaine de grève. La direction a déjà cédé sur le premier point, le second est en discussion.

Des actions de popularisation sont prévues sur la région. Dans la perspective d'une possible intervention des flics sur l'établissement, un groupe de protection composé de travailleurs en formation a été mis en place.

• La lutte continue au foyer Canteloup d'Arpaion. Aujourd'hui à 14 h, le personnel organise une nouvelle manifestation. Rendez-vous avant la manif à l'Auberge de Jeunesse d'Arpaion.

CONSTITUTION D'UN DOSSIER SUR LE VIOL A BESANÇON

Suite au viol d'Irène à Besançon, des femmes aimeraient constituer un dossier sur le viol et l'agression à partir de témoignages. Si vous êtes de la région de Besançon ou s'il vous est arrivé d'être agressée, parlez-en, écrivez nous, envoyez votre témoignage à l'adresse suivante :
Monique Diaz,
BP 141 Besançon 25000.

• Coordination de tous les groupes femmes de la région parisienne ce soir à Jussieu :

A l'ordre du jour :

1°) prendre position sur les élections législatives de Tours (débat autour de la candidature d'une militante du MLAC)

2°) préparation de l'apparition du mouvement à la manifestation du premier mai (discussion des mots d'ordre, chansons...)

grande-bretagne 2000 FEMMES A NEWCASTLE: CONFERENCE ANNUELLE DU MOUVEMENT AUTONOME DES FEMMES

Près de 2000 femmes se sont réunies les 24 et 25 avril à Newcastle pour la conférence annuelle du mouvement anglais autonome de femmes. L'un des thèmes essentiels de cette rencontre portait sur les perspectives d'intervention du mouvement. La discussion a révélé le manque de liens évidents entre celui-ci et la campagne sur l'avortement menée par le NAC (National Abortion Campaign), de même qu'avec la campagne axée autour de la « Charte des femmes travailleuses ».

Lancée il y a deux ans, cette charte de revendications porte aussi bien sur les questions de l'emploi que sur l'ensemble des thèmes relatifs à l'oppression de la femme : crèches, avortement, sexualité ; elle a donné lieu début avril à un premier congrès national réunissant 300 déléguées et délégués, représentant entre autres 50 groupes syndicaux.

La conférence a décidé d'utiliser de manière beaucoup plus systématique les différents organes de presse déjà existants dans le mouvement et de procéder à des rencontres intermédiaires, régionales ou nationales, entre deux conférences annuelles. Une réunion de travail a été fixée le 19 juin sur deux points principaux :

- débattre des campagnes de solidarité internationale actuellement en cours en Grande-Bretagne avec les femmes chiliennes, espagnoles et portugaises.

- Discuter des thèmes prioritaires sur lesquels les femmes anglaises rapporteront lors de la rencontre internationale initiée par les « Pétreuses » et le courant « Elisabeth Dimitriev » qui doit avoir lieu à Paris en octobre sur le thème : les femmes dans la lutte de classes et la lutte révolutionnaire.

J.S.

FEUILLETON : LA JOURNÉE D'UNE OS DE LA METALLURGIE

par
Françoise
Bonnie

ICI LE DROIT DE CUISSAGE EST DE RIGUEUR (IV)

La conscience de classe est encore très faible dans l'usine. Trop souvent il suffit d'un sourire « enjôleur » et les ouvrières « marchent ». Certains régleurs, qui eux aussi possèdent leur contingent de petites amies, draguent leurs ouvrières et ensuite se permettent de leur demander de travailler plus vite, « pour lui, pour qu'il ne se fasse pas engueuler ».

Ici, tous les hommes draguent : chefs, régleurs, etc... Certains possèdent même un véritable harem. Le droit de cuissage est de rigueur. Les femmes y gagnent souvent des privilèges importants : l'une sera mieux payée, l'autre montera en grade et parfois... suprême récompense... montera dans les bureaux et jouera les grandes dames. Elles régneront en maîtresses sur leurs consœurs, comme dans cet atelier des chaînes où une ouvrière avait le droit absolu de faire changer de place celle qu'elle voulait, selon son bon caprice, sous l'oeil indifférent et complice du chef.

Dans la ville, l'usine a très mauvaise réputation. Selon les dires des « anciennes », sur trois cents ouvrières environ, cent à cent cinquante seulement n'ont jamais couché avec les chefs. Précisons que la majorité est mariée et mère de famille.

En sont témoins les travailleurs de la SNCF du centre proche : combien de fois dès les beaux jours, n'ont-ils pu assister aux ébats dans les fourrés ! Parfois même, cela se passe au milieu des cartons, au fond de l'usine, ou dans un bureau (de la direction). Toujours pendant les heures de travail. Lorsque simultanément le chef d'un secteur et une

ouvrière disparaissent, on peut de suite imaginer ce qui peut se passer.

Les ouvrières constituent pour un chef une bonne réserve de cuisses, pratique, car cela peut se passer sans inconvénient aucun pour lui : sa femme n'en saura rien et il pourra même rentrer chez lui à l'heure habituelle. Tout ceci est bien sordide. Plus encore quand l'on sait que, joignant l'utile à l'agréable, cela servira aussi à mieux dompter les ouvrières, à les rendre passives et dociles.

On imagine très bien le poids qu'ont les chefs sur ces ouvrières. La soumission sexuelle va de pair avec la soumission tout court.

Une copine m'a raconté que lorsqu'elle a été embauchée, le même directeur de production cité plus haut, alors encore un sous-fifre, montrait aux ouvrières le fonctionnement d'un poste de travail. Pour ce faire, il se tenait penché sur elles, leur prenait les mains pour, paraît-il leur apprendre les mouvements.

C'est ainsi que beaucoup de déléguées prises dans cet engrenage, ont joué le double jeu et ainsi vendues, n'ont pu assumer leur mandat. Cela s'est presque toujours vérifié.

Cela semble peu croyable à cette échelle de masse, mais c'est bien une des composantes essentielles de l'oppression des femmes en usine.

On comprend ensuite aisément le recul et l'appréhension des femmes devant une lutte et aussi pourquoi la solidarité entre elles n'est pas chose facile.

(à suivre)

des fleurs et des pavés

cinéma

TUEUR D'ELITE

de Sam Peckinpah

En rompant délibérément avec la violence tous azimuts, le coup de poing, le coup de gueule, le coup de tripe (rupture déjà amorcée dans *Apportez moi la tête d'Alfredo Garcia*), Peckinpah ne crée qu'une demi-surprise. Nous le savions profondément moraliste et il se donne avec *Tueur d'élite* la satisfaction d'une sorte d'épuration, de discours tranquille, qui ajuste l'œuvre totalement baroque du plus puissant des jeunes hollywoodiens à la tradition de la « caméra à hauteur d'homme ».

C'est un peu le cinéma contre le cinéma : l'œuvre accomplie derrière lui, Peckinpah est à la croisée des chemins. Ce qui reste à faire, ce qui doit être fait, ce qui est fait aujourd'hui subit le poids et la tentation de ce qui l'est déjà et organise la résistance.

Sur fond de générique, l'interview d'un homme de main de la Maison Blanche qui n'a jamais entendu parler de la CIA ou de choses du même genre (à croire qu'il en fait partie) donnant le ton. Le film ira d'une démonstration : la violence des institutions est malsaine dès lors qu'elle truque les cartes du professionnalisme. Peckinpah se contente (trop) facilement de ce procès en moralité et de tirer son épingle du jeu. La sanglante machinerie se remettra en route dès que les hasards de la « sagesse » en détourneront l'un des rouages. L'essentiel est ailleurs que dans le seul refus de participer. Cette limite « objective » du cinéma américain permettait sur un thème voisin, à *Les trois jours du Condor* d'aller un peu plus loin, à l'esbrouffe.

P.G.

JE SUIS PIERRE RIVIERE

de Christine Lipinska

A l'origine, il y a la confession de l'assassin Pierre Rivière, que Foucault avait étudiée dans un livre récent. Christine Lipinska a projeté d'en faire un film après qu'elle ait fait connaître son projet, on apprend que Allio, avec Foucault, s'y attelle aussi. La commission qui distribue l'aide réserve ses faveurs à Allio, et Christine Lipinska proteste vigoureusement, dénonce le refus de lui accorder toute aide, à elle débutante, et femme, pour la réserver à un auteur déjà connu. Cet épisode n'est peut-être qu'un petit révélateur de plus des traditions du cinéma français... Reste que le film de Lipinska est sorti le premier, et qu'il « court sa chance » sans avoir la concurrence d'Allio-Foucault. Il s'agit d'une mise en image psychologique. C'est une description toute bressonnienne, servie par des acteurs qui jouent, de façon très homogène, « en dessous », ce qui donne à ce film un peu fauché une certaine séduction. Mais aussi un certain sentiment de gratuité : à ce point d'effacement dans le reportage, on commence à se demander pourquoi on nous raconte, précisément, cette histoire là.

PLT

L'HOMME QUI VOULUT ETRE ROI

de John Huston

Ou comment un ex-sergent de l'armée des Indes se sert de son expérience militaire pour devenir dieu et rafler le trésor d'Alexandre le Grand. De tempêtes de sable en avalanches, ce film distille un exotisme éculé qui frôle souvent le racisme. Huston se situe d'emblée du côté des aventuriers débrouillards, courageux et porteurs de savoir, ce qui rejette inévitablement les indigènes qu'ils cotoient dans l'imagerie coloniale la plus caricaturale : craintifs, idolâtres, vantards, soumis et fiers de l'être. Dans ce film, tout en panavision et sable chaud, on ne retrouve la « patte » de Huston que dans les scènes d'intérieur pleines d'humour, où les deux aventuriers en mettent plein la vue à l'écrivain en lunettes et manchettes. Dans ce face à face aventure/écriture, Huston a choisi l'action.

M.Y.

Le nouveau théâtre allemand

SCENES DE CONJUGALE EN BAVIERE LA VIE

Lui, travaille à la maison. A cause d'une mauvaise chute de mobylette : il était saoul. Il remplit des petits sacs de terreau. Toute la journée.

Elle, s'occupe du ménage, de la lessive, et de la cuisine. Ils ont deux enfants, deux filles. Leur intérieur (le « décor » ne nous donne que des signes : radio, table...) est bien tenu : de cette propreté minutieuse des pauvres pour qui elle reste le dernier sursaut de la dignité contre la misère. Anatomie d'un couple comme il y en a beaucoup dans les banlieues de Munich...

Elle est enceinte mais pas de Lui, d'un autre. L'avortement, ils ne connaissent pas. Alors elle enfonce l'aiguille à tricoter « jusqu'où on va pas d'habitude ». Enfin l'enfant paraît, c'est un « monstre ». Elle s'enfuit. Lui finit par le noyer dans une baignoire. Une distraction, oui monsieur le Docteur... Elle rentre à la maison tout le monde est content. Les filles ne feront plus la soupe et Lui pourra de nouveau tirer son coup. La « vie » continue...

Sur la plage, les pavés

Il fallait raconter *Travail à domicile*, pour dire justement que ce n'est pas du théâtre naturaliste. F.X. Kroetz ne montre pas la réalité : il la démonte, il la dissèque. La seule réalité ici c'est l'aliénation de la vie quotidienne : aliénation de la parole, du geste, de la sexualité.

La classe dominante ne se contente pas de voler la force de travail aux travailleurs, elle les réduit au silence ou à ne parler qu'à travers la voix même de l'Idéologie. Le travail de Kroetz sur le langage théâtral est important : ses personnages ont toujours un langage pauvre (tautologie, bulles de romans-photos nous dit le metteur-en-scène Jacques Lassalle.) Contrairement aux personnages de Brecht qui expriment, par le jeu de l'acteur, toujours ce qu'ils sont ; ils n'ont pas dans les pièces de Kroetz l'intelligence de leur situation sociale. Les personnages de Kroetz ignorent la dialectique, leur langue est utilitaire, elle désigne seulement des choses non des



Deux acteurs dans une scène de « Basse-Autriche », de Kroetz (Photo J.L.Desnos)

idées. La révolution passe aussi par une ré-appropriation de la parole.

La situation des pièces de F.X. Kroetz est banale, c'est de cette banalité reproduite à des millions d'exemplaires que réside le « drame ». Un peu comme dans *Jeanne Dielman*, le film de Christine Ackermann où la somme de toutes les aliénations quotidiennes débouche sur la tragédie. Le drame de *Travail à domicile* ce n'est pas tel ou tel événement (le curetage, l'infanticide...) mais l'ensemble même de toute cette vie volée dont la pièce ne raconte qu'un moment.

Kroetz restitue au fait divers sa dimension sociale et politique ; contre la classe au pouvoir et les mass-médias (la presse à sensation) qui réduisent l'histoire à des destins individuels, il donne au fait divers sa signification de classe, celle de l'aliénation de la conscience.

Travail à domicile ce n'est pas seulement l'histoire d'un couple, c'est l'histoire de tous ceux que la vie quotidienne mutilent, écrasent.

La situation politique du nouveau théâtre allemand

La situation de la société allemande diffère profondément de la situation politique en France ou en Italie : les rap-

La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de productions intellectuelles sont soumises du même coup à cette classe dominante !
(MARX - *L'idéologie allemande*)

ports de classes sont loin d'être en faveur du mouvement ouvrier. Les lois d'exception, comme le *Berfsverbot* (c'est-à-dire l'interdiction qui est faite aux fonctionnaires d'avoir des idées extrémistes !) limitent plus qu'ici encore la liberté de création. Ce qui, au-delà même d'une recherche théâtrale originale, peut expliquer ce retour au vécu. Le théâtre de F.X. Kroetz, ses premières pièces du moins, ne sont pas comme Brecht une mise en scène de la lutte des classes, mais un théâtre de l'aliénation. En cela Kroetz reflète la faiblesse de politisation de la classe ouvrière allemande, mais il définit un « nouveau réalisme » qui a le mérite de poser d'une manière différente le problème du théâtre politique, de la difficulté de trouver un langage commun entre la scène, les comédiens, l'auteur et le public. Il influence aussi certains auteurs français, comme Georges Michel avec *Tiens bon jusqu'à la retraite, Léon !* dont nous reparlerons ici.

J.M. Masson

Travail à domicile se joue au petit TEP.

Kroetz est aujourd'hui membre du Parti communiste allemand (pro-Moscou) et le tenant d'un « réalisme d'un type nouveau ».

« La bonne âme de Sé Tchouan » de Brecht par la Mama de New-York

UN MARIAGE RUINE D'AVANCE

Brecht et *La Mama*, ce ne pouvait être une rencontre que problématique ; pour parler plus précis, c'est une collision. Entre une forme théâtrale issue d'une lutte de classe qui vivait ses temps forts, et une forme théâtrale née d'une radicalisation périphérique dans une société capable d'absorber ses révoltes comme une mauvaise pillule ; entre un théâtre profondément social et politique, et un théâtre des interrogations métaphysiques et cosmiques.

Mariage ruiné d'avance. L'un ou l'autre devait y laisser sa peau. Ce fut Brecht. Mais au prix fort : ne reste sur scène qu'un spectacle qui tente d'animer sa propre logique, un pseudo contenu ; plutôt une parade... Rien n'est plus odieux que la critique type « Le masque et la plume », plus préoccupé de ses passes d'armes que de son objet, mais qui règle cependant son sort en deux temps, trois mouvements à un film ou une pièce. Mais utilisée honnêtement il faut que la critique soit néanmoins une arme acérée contre ceux qui font rendre l'âme à un auteur qui déjà vaut mondialement surtout par les enfants qu'on lui a fait dans le dos.

La Bonne âme... est une des pièces les plus abouties de Brecht, une des plus affinées quant à son investigation parabolique dans les comportements humains. Il s'agit de l'impossibilité d'être bon dans un monde où l'homme exploite l'homme. Chen-Tsé, misérable prostituée, reçoit de trois dieux, venus sur terre pour voir ce qu'il en est de la bonté des hommes, un petit magot (elle seule a accepté de les héberger). Elle achète un débit de tabac, mais est aussitôt la proie des indigents ; elle donne la main, mais généreuse se laisse prendre le bras. Pour éviter de rechuter dans la fange, elle est obligée de s'inventer un cousin (elle-même déguisée), Chou-Ta, intraitable, lui. Mais Chen-Té a la faiblesse de tomber amoureuse d'un aviateur au chômage, qui, faute d'une situation, ne pense qu'à profiter de sa bonté. L'amour qui devrait être une force, est une faiblesse pour ceux qui ne peuvent se permettre de perdre la tête, parce que chaque pas doit être calculé quand on est au bord du précipice. Chen-Té se fait avoir, Chou-Ta devra encore intervenir pour remettre de l'ordre dans ses affaires déclinantes. Bientôt Chen-Té ne pourra même plus paraître. Chou-Ta devra être constamment là pour la sortir de son pétrin. Il escroquera, puis ex-

ploitera les affamés de Sé-Tchouan dans une fabrique de tabacs (montée avec l'argent d'un riche prétendant de la petite). Ainsi Chou-Ta est haï et Chen-Té disparue regrettée. Celui-là est accusé d'avoir fait disparaître celle-ci. Et devant les trois dieux, qui sont restés impuissants, Chen-Té se démasquera, sans quoi en Chou-Ta elle était confondue par la justice populaire. Les juges n'ont pas de solution, évidemment : ils ne savent que lui proposer d'être bonne et de faire intervenir Chou-Ta de temps en temps. Mais c'est impossible. Alors, quelle solution ? « Nous ne l'avons trouvée (dit Brecht dans l'épilogue au public), cherchez vous-mêmes... le dénouement ». Entre être bon et se faire manger et manger les autres, il doit bien y avoir une solution. « Il faut qu'il en existe une convenable, il le faut ! »

C'est bien sûr une pièce à saisir de l'intérieur, à partir des nuances des mobiles, des besoins, des sentiments, des intérêts des hommes en société. La Mama de New York l'a prise de l'extérieur, plaquant une bonté idyllique à des conditions terrestres incompréhensibles. Il ne reste qu'un spectacle, là où il y avait un poème sur la condition des hommes dans une société d'exploitation.

P. Razdac

A propos du 1^{er} mai EGLANTINE ROUGE ET MUGUET BLANC

A l'origine, le 1^{er} Mai dans le mouvement ouvrier est le moyen pour regrouper toutes les forces du prolétariat et prouver — par la grève — que c'est lui qui est indispensable dans la société. Dans ce sens, le 1^{er} Mai doit être un jour de chômage volontaire généralisé et s'apparente à la tradition de la grève générale qui se trouve liée à la lutte pour les 8 heures en Angleterre et au 1^{er} Mai américain. (voir Rouge n° 36).

Mais, très vite, des tendances réformistes se faisant jour au sein du mouvement ouvrier, des tentatives de légaliser le 1^{er} Mai apparaissent, lui faisant perdre de la sorte son caractère de lutte : cela revenait à demander la permission aux patrons de ne pas travailler ce jour là. Soulignant le danger d'une telle récupération, le militant Jacques Toesca prédisait dans le « Fonctionnaire syndicaliste » en 1930 « Du jour où le 1^{er} Mai serait une fête légale — officielle — il serait, à son tour, vide de tout contenu positif, de toute signification d'avenir meilleur conquis par les efforts de la classe ouvrière — de tout potentiel social. Et les conservateurs auraient remporté une nouvelle victoire ».

Cette tendance à la « neutralisation » du 1^{er} Mai s'accroît lors de l'accession au pouvoir des organisations réformistes (PC-PS) sous le Front populaire. Le 1^{er} Mai 1937, il devenait presque fête nationale avec le chômage de règle dans les services publics. C'est à la même période qu'on aligna le 1^{er} Mai sur le plan patriotique.

Les militants du PC imposèrent dans les cortèges le drapeau tricolore des versaillais et la Marseillaise.

Cette transformation en France de la nature du 1^{er} Mai et sa réduction en « Fête du travail » va de pair avec l'apparition du muguet, fleur blanche, symbole de la réaction monarchiste et bourgeoise.

Après l'écrasement de la Commune par les versaillais en 1871, les communards choisirent l'églantine comme symbole. Les ouvriers participant au 1^{er} Mai perpétuèrent la tradition en arborant l'églantine qui, avec le coquelicot, était alors la fleur rouge symbolique du prolétariat. Au contraire, la fête du muguet consistait en un cortège avec cavalcades, chars, et reine du muguet et vente de fleurs au profit des bonnes œuvres ! Très tôt, en avril

1923, la Vie Ouvrière s'inquiétait d'un tel fait : « Convenons qu'un gros effort d'éducation et d'action reste à accomplir pour donner aux 1^{er} Mai ultérieurs une plus vaste ampleur et leur garder en même temps leur signification originale de manifestation de solidarité internationale des travailleurs et non d'une fête printanière du muguet et des fleurs ».

C'est sous Pétain que le 1^{er} Mai devient la « Fête du travail », officialisée par la loi du 12 avril 1941 (article 1). Comme l'a déjà fait Hitler en Allemagne, le régime de Vichy le transforme en jour férié qui symbolise la « paix sociale » et « la solidarité entre les classes ». Ancien ambassadeur à Madrid et grand admirateur de Franco, Pétain s'inspire directement du 1^{er} Mai hitlérien et du 1^{er} Mai phalangiste. C'est alors que le muguet s'imposa définitivement.

Anodines ces remarques ? Peut être. Mais, lorsque l'activité de bien des militants est canalisée vers une vente massive de muguet le 1^{er} Mai, le symbole devient lourd de sens.

H. Véga

Dans l'objectif

PROVINCE

ARRAS

Au théâtre municipal le 1^{er} mai, Lionel Hampton donne un concert... le même depuis trente ans

BORDEAUX

Le triangle frappe encore de Marc'O dans une mise en scène de Mar'O. Pas chez Marc'O mais à l'entrepôt Laine, le 30. Le 1^{er} mai, c'est Procol Harum qui frappe à Bordeaux, on ne sait pas dans quelle salle.

CEAN

Le 30 et le 1^{er} à 19h au cinéma Lux on passe La Cecilia de Jean Louis Comolli.

CLERMONT-FERRAND

procol Harum le 30 avril. Notre envoyé spécial sur la tournée de Procol Harum ayant un fugue, on ne sait pas non plus dans quelle salle.

EVREUX

La comédie de Cean présente le 30 au théâtre municipal Les Estivants de Gorki dans une mise en scène de Michel Dubois.

LA ROCHELLE

Le groupe Quilipayun passe à 21 h à la maison de la culture et la Brigade chilienne Corvalan propose une « animation plastique ».

LYON

Tout le monde connaît maintenant le programme du Cinématographe, pour les attardés rappelons qu'ils'agit de la semaine de « l'autre amour » avec Pink Narcissus et Une chose très naturelle (1^{er} exclusivité).

MELUN

Musique contemporaine avec la création mondiale du quatuor à cordes de Jean-Pierre Leel. C'est A. Goléa, l'homme qui s'agite comme un fou à France-Musique, qui organise ce concert.

SAINT-CHAMOND

Nous ne savons pas par quel hasard ils se sont trouvés à Saint-Chamond, toujours est-il qu'ils y font de la musique : Narendra Bataju et Krisna Govinda donnent un concert de musique indienne à 20 h 30 au théâtre de la petite place.

BANLIEUE

Aubervilliers

De Fritz Lang à Romero, les morts vivants se suivent sans se ressembler, Metropolis passe à 20 h et La nuit des morts vivants

à 22 h au studio du théâtre de la commune. Dimanche 2 à 16 h, Belladonna la sorcière viendra ajouter son grain de racine de mandragore.

BOULOGNE-BILLANCOURT

Les rencontres théâtrales de la MJC de B-B. commencent le 30 avril à 18 h 30 au foyer des jeunes, 45 gde rue à Sèvres.

BURES-GIF-ORSAY

Trois films pour achever la quinzaine de l'immigration : *Mohamed Diab* à 21 h au ciné actua accompagné de Corette et les autres de J. Sante. A la MJC de Bures à 21 h. *Nationalité immigrée* de Sidney Sokhova.

CARRIÈRE SUR SEINE

Carlos Andreu, chants de lutte d'Espagne, Portugal, Amérique latine au club des jeunes Le Nôtre, 26 rue A. Briand, le vendredi 30 à 21 h.

CHATILLON

Au feu les pompiers ! Il y a un spectacle pyro-musical au parc municipal Henri Matisse, 13 rue de Bagneux. *72 jours sans sommeil* est un spectacle sur la Commune illustré avec des feux d'artifice, des poèmes communards et la musique de Papa Speed et Lard Free. Le 1^{er} Mai à 20 h 30 Ça brûle !

CHELLES

Au centre culturel de Chelles, le 30 avril à 14 h *Les carabiniers* de Benjamino Joppolo, une création du Théâtre en liberté.

CLICHY

Nuit bretonne vendredi à partir de 20 h 30 au théâtre Rutebeuf (allée Gambetta). Avec Youenn Gwerin, Kristen Nogues, Annkrist, Manu Lannhuel, des groupes folk bretons et irlandais et même un bag pipe écossais. Cidre, crêpes et billets d'entrée à 15 F.

Suite de notre enquête sur le complot celtique et la conquête de Clichy : la compagnie l'Eolienne propose une vision moderne d'une vieille légende galloise sur fond de musique de ces coins là. Ça s'appelle *Myth'mac*, ça se passe au théâtre de l'Arc, 3 rue de Dr Calmette. 30 avril et 1^{er} Mai à 20 h 30. 2 mai à 15 h 30.

NANTERRE

La MJC de Nanterre présente six

heures pour la chanson, salle des Congrès, rue du 8 mai 1945, de 18 h à 24 h, le 30 avril. Avec Djamel Alam, Anne et Gilles, Jean-Max Brua et plein d'autres. A partir de 19 h et tout au long de la soirée, des personnalités du monde de la chanson interviendront sur le thème de la chanson d'aujourd'hui.

PARIS

MUSIQUE

Vendredi et tout le week-end, à la La Clef restaurant-jazz, 21 rue de la Clef, on pourra entendre des jazzmen affamés en mangeant un menu pas cher : le trio Alain Pissolle avec Jean-louis Chautemps. Dimanche 2, d'autres jazzmen amériques vous attendent au théâtre Mouffetard à 14 h 30 et 17 h : François Tusques et Intercommunal Free Dance Music

Orchestra et encore Carlos Andreu, de la musique bretonne, musiques du Tiers-monde, chansons de la Commune.

CABARET

C'est à la Canaille et nous en serons vendredi à 21 h pour écouter chanter *Jacqueline Dorian* et pour voir *Ikuo* le mime japonais qui fait des gestes inhabituels. 4 rue Grillon dans le 4^e. 21 F mais on dine aussi.

EXPOSITION

Vos chers petits ne voient certainement pas leur maison comme vous, allez voir comment ils la dessinent à l'atelier d'expression libre, 8 passage de la Moselle, 19^e, vendredi et samedi 14 h à 20 h. Les dessins exposés ont été réalisés par des enfants des écoles de 4 à 15 ans qui vivent en France, en Afrique et aux Antilles.



Le lundi 3 mai à 21 h, les sections CGT du théâtre de la Commune d'Aubervilliers organisent un gala de solidarité pour les travailleurs de chez Courtine et Mécano en grève.avec Djamel Allam, Michel Buhler, Jean-Yves CHetail, Le Coup de Rouge, Imago, Fanfare « L'aubépine », Mireille Rivat, The Pigsty Hill Light Orchestra, Bons de soutien : 15 F et Cinéma à 19 h : *Grandin, les raisons d'une victoire* et *A nous la liberté* de René Clair, Bons de soutien : 7 F.

télévision

VENDREDI 30 AVRIL

A 2

21 h 30

Apostrophes

Sur le thème du travail (puisqu'on s'obstine à croire que le premier mai est sa fête) plusieurs livres seront présentés dont : *Histoire du travail et des travailleurs* de G. Lefranc, universitaire historien du mouvement ouvrier, *Gilda, je t'aime, à bas le travail* de J.P. Barou, *L'allergie au travail* de J. Rousselet. Avec la participation de Jeanine Marest, secrétaire confédérale à la CGT.

22 h 50

Ciné-club : *Association criminelle* Film américain de J.H. Lewis (1955, v.o)

FR 3

19 h 50

Programmes régionaux

le poète Guillevic parle de la Bretagne aux gens de l'Est (programme régional Strasbourg, Nancy, Reims)

20 h 30

De quoi avons-nous peur ? La sexualité (n°1)

21 h 30

America

Suite d'une série intéressante ; ce soir, le conflit entre Anglais et Français avant la guerre d'Indépendance, enjeu : les territoires indiens.

SAMEDI 1er MAI

TF 1

20.00 Journal

22.25 Un festival à Paris

Emission de Jean-Pierre Janssen

Là, il y a à boire et à manger, mais dans l'ensemble ça peut être pas mal, jugez-en : des extraits de films (*Vol au-dessus d'un nid de coucou*, *Il pleut sur Santiago*, *Il était une fois Cinécitta*, et *Gloria Mundi* dont le réalisateur, Nikos Papatakis, sera interviewé ; d'autres interviews aussi : Luigi Comencini, Bertolucci, Henri Langlois...)

A 2

20.00 Journal

20.30 *La bande à Glouton* (Jacques Fabbri) C'est décidément le néant total ce soir.

FR 3

19.55 Flash journal

20.00 Festival du court-métrage

A l'occasion de ce festival qui se déroule actuellement en Allemagne, deux courts-métrages : *Au pays des fendeurs de Merrains* et *la conquête de l'Angleterre*.

20.30 *Germinal*

Le fameux roman de Zola, mis en scène par le collectif du théâtre national de Strasbourg.

DIMANCHE 2 MAI

TF 1

20.30 Puis *Erotissimo*

de Gérard Pirès : *visiblissimodérato...*

21.15 *L'œil en coulisse*

Magazine du théâtre

Des extraits de pièces : *Le triangle frappe encore*, de Marc'O (qui sera par ailleurs interviewé) ; *les berceuses d'orange* par les Mirabelles ; *Travail à domicile*, *Basse Autriche* et *Concert à la carte* dont nous parlons par ailleurs aujourd'hui.

22.55 Journal

A 2

14.00 L'expédition de Fort King

Un western de Budd Boettivher (1953) ;

FR 3

20.30 *Les Visiteurs du dimanche soir* La guerre

les extraits de films qui ponctueront l'émission (*Les Sentiers de la gloire*, de Stanley Kubrick, *J'accuse*, d'Abel Gance et un extrait de la pièce *Dieu que la guerre est jolie*) ainsi que le texte de Berthold Brecht dit par Catherine Sauvage, peuvent faire penser que le débat entre Alexandre Sanguinetti et Jacques Paris de Bollardière ne sera pas inintéressant. Bien que confiné dans certaines limites...

22.15 Journal

22.30 *Cinéma de minuit - cycle Greta Garbo* Ce soir *La Reine Christine*



Quatrième journée du procès de Pierre Goldman

L'ALIBI

Dorénavant, on discutera de l'alibi de Pierre Goldman. Il s'affirme qu'au moment du double meurtre, il se trouvait chez son ami Joel Laudric, rue de Turenne, à deux pas du métro Saint-Paul (où il a été vu), mais aussi près de la pharmacie.

Cette coïncidence qui pour la police est accablante attirera, n'en doutons pas, l'attention des jurés. Ceux-ci jouent maintenant un rôle actif, transgressant les usages d'une procédure qui les maintient habituellement au second plan. Il est en effet étonnant de voir ces jurés prendre des notes, s'entretenir en aparté, poser des questions, de détail ou de fond qui permettraient d'enlever leur conviction.

La défense a fait depuis quatre jours un travail systématique de contrôle des faits et des déclarations. L'effet qui s'en est dégagé, est dévastateur chez les jurés qui semblent, au moins pour certains, habitués par le doute. La stratégie de la défense a en effet consisté à traquer toutes les incertitudes des témoignages. On l'a revu dans la matinée de jeudi avec la déposition de l'inspecteur Riou. Ce consciencieux fonctionnaire avait été chargé, après l'arrestation de Pierre Goldman, de rédiger une lettre biographique de celui qui n'était encore qu'un suspect afin de donner aux enquêteurs une idée de leur prise. C'est dans cette biographie que Goldman est qualifié d'ancien katangais et de repris de justice. On y

trouve aussi un long développement sur ses activités politiques. Me Kiejman pose alors une question : « Pourquoi Mr Riou, alors qu'il disposait de services spécialisés a-t-il utilisé Minute, Rivarol et un livre de Mr Duprat pour établir son curriculum vitae ? ».

Riou : « Je n'avais pas d'autres sources. »

Kiejman : « Considérez vous ces sources comme sérieuses ? »

Riou : « Non »

L'avocat général tente alors de lui venir en aide : « il y avait également d'autres sources, par exemple « Valeurs actuelles ». Eclat de rire sur le banc des journalistes qui eux savent que « Valeurs actuelles » ne vaut guère mieux que Minute. Dès le début de l'audience de l'après-midi, un vif incident devait opposer le président de la Cour à l'avocat général. Ce fut à l'occasion de la déposition de l'inspecteur Goussard, celui que Goldman malmène dans son livre pour ses déclarations « peu scrupuleuses » des faits, lors du premier procès. C'est au cours d'une question posée à Quinet, revenu à la barre, sur la différence entre « Mat », « Hâlé » et « bronzé » que le président a rappelé l'avocat général au respect du code de procédure pénale. Celui-ci, oblige les parties et les jurés à passer par le président pour poser leurs questions. Cet incident révèle bien le climat régnant, où l'accusation voit, de plus en plus ses

possibilités d'attaque s'effondrer. Goussard n'a pu empêcher la cour et le public de constater, encore une fois, que les conditions de reconnaissance des témoins n'ont pas été respectées. On a ainsi appris, que du bureau de Goussard, on voyait la salle où se faisait la confrontation et que Quinet, « une dizaine de fois » selon ses dires, avait eu accès au bureau de son collègue. On imagine aisément ce que peut permettre une telle « familiarité ».

Le témoignage de Laudric que maintenant tout le monde attend, ne devrait être donné que tard dans la soirée, sinon le lendemain. Le procès a pris du retard, certes, mais espérons que ce sera au profit de la vérité. Un fait significatif : mademoiselle Ioualitou qui ne s'est pas présentée à la barre pour déposer son témoignage s'y verra peut-être demain obligée par le président. La cour a en effet délégué contre elle un mandat d'amener. Il sera intéressant de voir si elle maintient à Amiens ses curieuses déclarations de Paris.

Mme et M. Carlier qui avaient, eux, déposé la veille; ont fait parvenir au président une lettre, de Paris, modulant leur déclaration d'Amiens. M. Carlier y déclare notamment que son épouse n'a « en aucun cas » reconnu Goldman mais observé tout au plus des similitudes de silhouettes; lui-même est encore moins catégorique. Une fois de plus un élément de l'accusation s'effondre.

EN UN COMBAT INEGAL

« Le combat durait depuis deux jours. Les regards des deux hommes ne cessaient de s'épier et de s'insulter. D'un côté Pierre Goldman, révolté dès son plus jeune âge, mais racheté par six années de prison durant lesquelles il passa plusieurs licences, aida le directeur à prévenir les émeutes, enseigna à des co-détenus. De l'autre, l'agent Quinet, malheureux témoin du drame du boulevard Richard-Lenoir, qui jure de sa bonne foi en désignant l'accusé comme le coupable. Soudain, Goldman craqua. Soudain réapparut le spectre du guerillero et du gangster. Et il se mit à insulter la partie civile ».

C'est une façon de raconter l'histoire...

Il en est une autre. En commençant par le commencement, quand la sonnette retentit à l'arrivée de « la Cour », quand le président dit « faites rentrer l'accusé », et quand Goldman doit faire l'horrible geste de tendre le bras pour être délié de ses menottes. Cherchant un visage dans la salle, pour ne pas voir la honte, maintenant un sourire œufé, pour ne pas trahir la gêne, il s'empresse de chercher quelque chose, comme pour mieux retrouver immédiatement l'unité d'un corps mutilé par des chaînes. Alors le décor est planté et le spectacle peut commencer.

Du formica pour neuf jurés

Dominant la scène, un tableau flamand suggère la machine judiciaire. Il représente Galilée pressé par le peuple de reconnaître que la terre n'est pas ronde. Clamant sa bonne foi, il est pourtant déjà à terre et bientôt prêt à passer aux aveux. Le peuple, dans cette triste salle d'assises où le formica a sent pris la place du bois sculpté, ce sont ces neuf jurés répartis en arc de cercle autour des trois juges. Fraichement tirés de leur étroite vie provinciale, brusquement plongés dans l'univers d'un « juif polonais né en France », on demande de juger. Chose rare, ils interviennent fréquemment pour interroger les témoins. Et, en écoutant l'un d'eux manifestement saisi par le doute, on rêve, un moment, à « Douze hommes en colère ». On a tort. La règle de l'unanimité n'existe pas en France. Quand bien même un juré serait convaincu de l'innocence de Goldman, le système des délibérations pourrait déboucher sur un verdict à nouveau très lourd.

Du haut de l'étoffe rouge

D'autant que les magistrats d'Amiens n'ont pas la réputation d'être « libéraux ». Le juge Tabardel présidait le jury d'assises de l'Oise qui condamna le jeune Bruno T. à la guillotine. Vertement moqué par l'accusation et la défense qui lui reprochent de mal maîtriser le dossier, il s'affiche néanmoins besogneux dans la recherche de l'« intime conviction ». C'est lui qui aura un rôle déterminant dans la décision finale des jurés.

A gauche, surplombant la salle dans son étoffe rouge, l'avocat général dissèque les témoignages pour accentuer les charges. Aux inspecteurs ayant participé aux séances de reconnaissance de Goldman par les principaux témoins, il demande : « L'accusé était-il barbu ? ». « Je ne m'en souviens pas » répondent chacun des inspecteurs, avec une certitude étrangement semblable. L'avocat insiste : « Mais si Goldman avait été barbu, vous l'auriez remarqué ? ». « Oui sans doute » balbutient plusieurs policiers. Le témoignage reste indécis, mais l'interrogatoire, mené tel quel, appelle une conclusion apparemment logique.

En face, la défense pourra démontrer point à point les arguments de l'accusation, l'accusé pourra crier son innocence, les avocats pourront dévoiler des pièces à conviction et faire des effets oratoires, la crédibilité manquera. Parce qu'aux yeux des jurés, il y a un accusé, assis au box des criminels, sali par son état de « présumé coupable ». Même si, lisant par hasard Goldman, onze hommes et une femme se seront arrêtés sur ces quelques phrases : « Dans mon berceau, il y avait des tracts et des armes qu'on y dissimulait (...) Ma longue obsession de la mort (j'ai passé trente et un ans à penser à la mort) prend source dans mon premier souffle ».

Curieux et graveleux

A droite, les journalistes commentent, mesurent, supputent, comme à un match de boxe. Pour la plupart d'entre eux, c'est un procès comme tant d'autres depuis qu'ils traînent leurs guêtres sur les bancs des Palais de justice. C'est l'occasion de « grande bouffe » et de commentaires graveleux sur les cuisses des femmes qui viennent déposer à la barre. Quelques uns, au-dessus du lot, font preuve de respect et de décence. Ce sont vraisemblablement ceux que l'édition amiénoise du « Parisien libéré » désigne comme des « journalistes de tout acabit ».

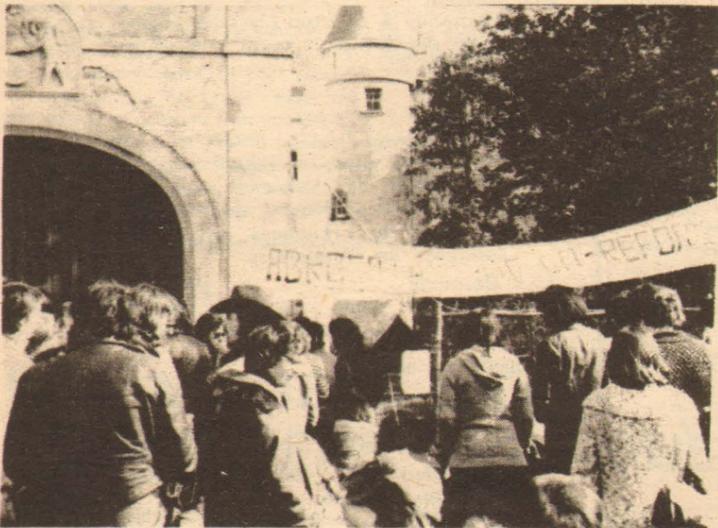
Enfin, au fond de la salle, le public. Devant, assis sur de confortables fauteuils, siègent les invités venus tout spécialement de Paris. Derrière, debouts et serrés, s'assessent ceux qui ont eu la patience d'attendre une heure pour assister au spectacle. Pour les Amiénois, c'est l'évènement judiciaire de l'année. A ne pas manquer cette semaine. Jeunes dans leur grand majorité, ils sont venus sans bien connaître l'affaire. Mais la cause est toute entendue. Si bien que la multitude de flics en civil qui parsème le public, apparaît bien isolée quand s'ébauchent des mouvements de foule en faveur de Goldman.

A la fin de la journée, l'histoire finit quand le président du tribunal suspend la séance, quand il dit « emmenez l'accusé » et quand Goldman, la même honte, la même gêne, tend machinalement les bras.

Le combat est décidément inégal.

Pierre Julien

LES ETUDIANTS CHEZ GISCARD



Quatre cents étudiants de Clermont-Ferrand ont fait le siège du château que Giscard possède près de la métropole auvergnate. Plus moyen pour un président de dormir en paix...

POUR QUE ROUGE VIVE

ANCIEN TOTAL	87 742 80
Diffuseurs Montluçon	80,00
Collecte meeting Montluçon	98,80
B.F. Brunoy	20,00
M.J. La Rochelle	143,00
CG Groupe départemental	
EE 17	10,00
PTT Créteil	80,00
GT St Michel	50,00
MFM Prof La Rochelle	50,00
Prof La Rochelle	200,00
Médecin La Rochelle	100,00
Diffuseurs SNCF	500,00
Diffuseurs Pitié Salpê	200,00
Travailleur SNCF Bordeaux	50,00
Local Rouge Bordeaux	58,00
M.R. Carcassonne	100,00
J.M.C. Prof de CET Carcassonne	100,00
Diffuseurs Rueil	307,00
CR ENS St Cloud	200,00
Sympathisant Rueil	255,00
Lycée Rueil	160,00
Soucription militante	280,00
N.J. Nancy	150,00
F.L.	50,00
Diffuseurs Bordeaux	100,00
Diffuseurs Cherbourg	250,00
C.D. ouvrier Blois	250,00
Normalien Blois	15,00
Dispensaire hygiène mentale Blois	100,00
G.L. Epinay/Sénart	70,00
J.P. animateur Nantes	50,00
Comité rouge Marseille	150,00
M.P. Chelles	100,00
NOUVEAU TOTAL	92 069,60

Les chèques sont à libeller au nom de Pierrette CHENOT et à envoyer à Rouge, 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN 300 F	200 F	500 F
6 MOIS 150 F	100 F	250 F
3 MOIS 80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaïd, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plis fermés, écrire au journal).